

Gilles Vergnon

# Changer la vie ?

Le temps du socialisme en Europe  
de 1875 à nos jours

INÉDIT  
histoire  
folio



Gilles Vergnon

# Changer la vie ?

Le temps du socialisme en Europe  
de 1875 à nos jours

INÉDIT  
histoire  
folio



COLLECTION  
FOLIO HISTOIRE

Gilles Vergnon

# Changer la vie ?

Le temps du socialisme en Europe  
de 1875 à nos jours

Gallimard

Gilles Vergnon est maître de conférences (HDR) émérite à Sciences Po Lyon et chercheur au LARHRA (Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes). Ses travaux portent sur la Seconde Guerre mondiale et sur l'histoire des gauches en France et en Europe.

## *Avant-propos*

*Changer la vie* désigna en 1977, après le titre de son programme en 1972, l'hymne du Parti socialiste français composé sur une musique du compositeur grec Mikis Theodorakis, à un moment où toutes les espérances semblaient s'ouvrir pour le socialisme européen. Les choses ont bien changé depuis et présenter une histoire du socialisme et des social-démocraties relève aujourd'hui de la cartographie d'un « continent englouti<sup>1</sup> ». Un célèbre écrivain français notait, il y a quelques années, que « tout le monde est passé à droite [...] la droite était assimilée au passé et la gauche à l'avenir. Aujourd'hui, c'est l'inverse<sup>2</sup> ». Un dirigeant socialiste inclinait dans le même sens en avançant que « l'on trouve plus de socialisme dans les bibliothèques que sur les bancs de certaines de nos assemblées<sup>3</sup> ». L'historien, il est vrai, n'intervient généralement qu'une fois clos un événement pour mieux en saisir la portée au regard de l'écoulement du temps. Si tel était vraiment le cas, écrire une histoire du socialisme pourrait prendre son sens aujourd'hui, son destin apparemment accompli... Pourtant, même affaibli et plongé dans une crise

identitaire aiguë, le mouvement socialiste, un siècle et demi après son émergence, est encore présent sur la scène politique et gouverne plusieurs pays européens d'importance. Il a surtout profondément façonné le visage politique, social et culturel de l'Europe au xx<sup>e</sup> siècle, en particulier dans les pays les plus industrialisés.

Ce livre est écrit par un historien français ; j'assume ce biais « national », avec toutes les limites, linguistiques et surtout heuristiques, qu'il comporte inévitablement. Je me suis efforcé de les surmonter en intégrant les travaux de collègues étrangers et surtout en centrant mon regard sur l'échelle continentale, en n'accordant pas ainsi au socialisme français plus de place qu'il n'a occupé. Ajoutons que la production francophone, malheureusement souvent confinée dans des revues spécialisées, est plus féconde qu'on ne le croit, et met à la disposition du chercheur des contributions de première main sur la plupart des pays d'Europe<sup>4</sup>.

## *Introduction*

Le socialisme est un mouvement européen, à la différence de son « frère ennemi » le communisme qui se déploya à l'échelle mondiale, comme en témoigne l'actuelle présence au pouvoir de partis issus de la matrice « stalino-soviétique » en Asie et à Cuba. Au contraire, sauf un temps le Japon, seuls les greffons européens des antipodes (Australie, Nouvelle-Zélande), quelques pays d'Amérique australe (Argentine, Chili) et le Canada, peuplés par l'immigration britannique, germanique, espagnole et italienne, virent croître un mouvement socialiste vivace. Le cas singulier des États-Unis fit l'objet d'un vaste débat entre sociologues et historiens sur les raisons de son absence dans le pays à l'économie capitaliste la plus concentrée et aux effectifs ouvriers longtemps parmi les plus nourris<sup>1</sup>.

Si le mot « socialisme » servait à désigner le régime des États — les « pays socialistes » — du bloc soviétique de 1947 à 1990, il recouvrait également toute une gamme de politiques interventionnistes et autoritaires conduites dans ce que l'on appelait le « Tiers-Monde » des années 1950-1980. Le

« socialisme africain » fut ainsi le corollaire obligé de l'anti-impérialisme et du non-alignement, avec des expérimentations aussi brutales que coûteuses<sup>2</sup>. Et l'on ne saurait oublier que, sous le nom de « national-socialisme », le mot fut associé de 1933 à 1945, en Allemagne puis en Europe, à l'un des projets totalitaires les plus féroces jamais conduits dans l'histoire récente. Au-delà de sa possible polysémie, nous assumons dans cet ouvrage le choix de restreindre l'acception à son sens originel, et aux réalités politiques et sociales qu'il recouvre depuis des décennies : Léon Blum<sup>\*1</sup> ou Willy Brandt\* n'appartiennent définitivement pas au même monde que Joseph Staline, Pol Pot ou Nicolas Ceaucescu...

Le socialisme est en effet devenu l'une des composantes d'une identité européenne qui singularise le Vieux Continent par rapport à d'autres pays développés. Il s'est, sur ses terres d'origine, largement superposé à « la gauche », une identification qui n'allait pourtant pas de soi à sa naissance et qui ne fonctionne pas toujours ailleurs, où cette appellation désigne tout autre chose. Il a concouru — avec d'autres — à bâtir, en Scandinavie dès les années 1930, dans le reste de l'Europe après 1945, des États sociaux protégeant les populations des effets des cycles de l'économie et des aléas de la vie. Ces *Welfare States* avaient pour colonne vertébrale des systèmes de protection sociale qui assuraient, du moins jusqu'à aujourd'hui, un droit à la santé en toute circonstance. Les patronymes des anciens leaders du socialisme quadrillent l'espace urbain à l'ouest du continent, désignant voies et bâtiments publics des noms de Jean Jaurès\*, Friedrich Ebert\*, Willy Brandt, Giacomo Matteotti\*...

Mais comment le définir, de la manière la plus simple et la plus précise possible ? Il désigne à la fois une idée, formalisée en

doctrine, une tendance partisane et une culture politique.

C'est vers 1830-1840 que les termes « socialisme » et « socialiste » entrent simultanément dans le lexique politique en France et en Grande-Bretagne, durant cette décennie où se cristallisent les grandes idéologies politiques (libéralisme, nationalisme...) qui coloreront la fin du siècle, et surtout le suivant. Ils désignent alors un refus de l'individualisme, un projet de trouver dans la coopération une solution au paupérisme et aux inégalités. Ce proto-socialisme se place strictement sur le terrain économique et social, entendant à la fois comprendre le paradoxe du XIX<sup>e</sup> siècle — « le paupérisme qui naît du machinisme<sup>3</sup> » — et y apporter une solution. Il est ainsi extérieur à ce que l'on appelle — déjà — « la gauche », une localisation topographique qui qualifie alors les adversaires de l'Ancien Régime partisans de la souveraineté du Parlement et du libéralisme économique et politique. Victor Hugo, qui décrit le paysage politique des années 1830 en France dans plusieurs chapitres des *Misérables*, ne se trompe pas lorsqu'il dit des premiers « socialistes » qu'ils « laissaient aux partis politiques la question des droits, ils s'occupaient de la question du bonheur. Le bien-être de l'homme, voilà ce qu'ils voulaient extraire de la société ».

Plus tard, dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, le socialisme s'insère dans le clivage gauche / droite après son entrée dans les Parlements et coopère, avant de les phagocyter, avec les mouvements de gauche dans la revendication du suffrage universel, de la sécularisation de l'État et de réformes sociales. C'est à ce moment qu'il prend une physionomie durable, enveloppant toutes ses évolutions jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, dans un cours professé en 1895-1896, le sociologue Émile

Durkheim définit le socialisme comme une doctrine « qui réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques ou de certaines d'entre elles, actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la société<sup>4</sup> ». Quelques décennies plus tard, l'historien Élie Halévy explique à son tour : « Doctrine économique avant tout, le socialisme moderne affirme qu'il est possible de remplacer la libre initiative des individus par l'action concertée de la collectivité dans la production et la répartition des richesses<sup>5</sup>. » Une définition qui recoupe celle du dictionnaire de langue française *Le Robert* : « Doctrine d'organisation sociale, qui entend faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers, au moyen d'une organisation concertée de l'économie. » Les trois formulations, finalement proches, peuvent se traduire de façon plus synthétique encore : le socialisme entend organiser la maîtrise de l'économie par le corps social pour en soumettre les forces à sa volonté, substituer à la « main invisible » du marché la main visible de la politique. Cette approche du socialisme comme un « organisationnisme » présente l'avantage d'inclure les projets et les politiques conduits jusqu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, au-delà de la diversité des formes et du degré de radicalité qu'ils revêtirent : nationalisations complètes ou partielles, planification indicative, contrôle des prix, fiscalité, politiques contracycliques<sup>6</sup>, etc. Mais, prise telle quelle, cette définition ne règle pas la question du rapport du socialisme à la démocratie et pourrait concerner d'autres courants « anticapitalistes », dont les communistes<sup>7</sup>. Cela n'est pas tranché avant 1914 et justifie l'interrogation d'Élie Halévy qui, estimant que le socialisme « renferme le secret de l'avenir », reconnaît « ne pas déchiffrer ce secret » et ne pouvoir dire si « le socialisme nous conduit à la république suisse ou au césarisme

européen<sup>8</sup> ». Or, l'idée socialiste est vite inséparable de l'aspiration démocratique, dont elle devient une composante essentielle. Si la démocratie, c'est « le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple », il n'est guère rationnel que le champ de la production, de l'échange et de la répartition des richesses échappe a priori à son empire. L'idée socialiste est enfin indissociable de l'époque de l'industrialisation, au sein de laquelle elle s'enchâsse, car seule cette dernière offre les bases technologiques et matérielles de l'égalité réelle à laquelle on aspire. Les socialistes furent longtemps de fervents « industrialistes », convaincus de la libération des « forces productives » entravées par les rapports capitalistes de production. Ils étaient tout autant persuadés que le prolétariat industriel qui les mettait en œuvre était le vecteur de la transformation sociale, l'accoucheur du nouveau monde. Le mouvement socialiste rencontre ainsi un mouvement ouvrier et syndical qui lui préexiste, auquel il entend donner la théorie de sa pratique au risque de lui imposer des vues mûries dans des cercles intellectuels.

Le socialisme est en effet une tendance partisane qui devient le principal support de l'idée éponyme et la fait prospérer tout en la transformant, au risque de l'altérer au fil de sa propre évolution et de ses rencontres successives d'abord avec l'arène parlementaire, puis avec le pouvoir gouvernemental dès la Grande Guerre. Sa naissance sous la forme de partis politiques « nationaux » coïncide avec la fin de l'Association internationale des travailleurs (AIT\* ou « Première Internationale »), où se côtoyaient syndicalistes anglais et français, émigrés politiques allemands et russes dont Karl Marx et Bakounine, républicains italiens, libertaires espagnols et suisses<sup>9</sup>. La dissolution en 1876

de cette organisation politique transnationale, paralysée par l'affrontement entre « anti-autoritaires » et « marxistes », déblaye la voie du socialisme politique dans une décantation progressive avec les anarchistes, libéraux et syndicalistes « purs » présents dans l'AIT<sup>10</sup>. La fondation en 1875 à Gotha, en Allemagne, du SAP\*, précurseur du SPD\*, est une borne majeure dans ce processus.

Postérieur au socialisme « doctrinal », le socialisme « partisan » se cristallise en formations aux noms et aux caractéristiques divers. La « social-démocratie » en forme l'une des branches principales ; elle désigne l'appellation de nombreux partis, plutôt situés en Europe centrale, septentrionale et orientale. De fait, « social-démocrate » est avant 1914 synonyme de « socialiste » en Allemagne comme en Roumanie, en Suède et en Russie : Lénine\* dirige ainsi une des fractions de la social-démocratie russe, et se revendique de ce nom jusqu'en 1914. D'un tel constat rien ne s'ensuit, sauf à constater l'influence de la social-démocratie allemande, qui exporte son nom et son programme dans nombre de partis voisins. Plus topique est la définition proposée par des historiens et politistes, pour qui la social-démocratie désigne une « spécificité structurelle » ou un « régime » distinguant ceux des partis socialistes qui partagent des caractéristiques communes : au premier chef, la relation organique au mouvement syndical avec lequel ils forment un « couple fonctionnel », un lien puissant, électoral et militant avec les sociétés ouvrières, ainsi qu'une « déradicalisation doctrinale » précoce<sup>11</sup>. Aussi idéal typique qu'elle soit, avec toutes les limites inhérentes aux abstractions, c'est cette définition que nous utiliserons, réservant l'appellation « socialiste » aux autres partis, plutôt localisés en Europe « du Sud » (Espagne, France, Italie...),

généralement plus pauvres en adhérents et moins liés, sauf en Espagne, au mouvement syndical.

Ce livre propose donc de parcourir chronologiquement l'histoire de ce courant en Europe du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, en mettant l'accent sur ses temps forts, ses réussites et ses échecs, ainsi que sur les principaux débats qui le traversèrent. Une telle synthèse fait en effet défaut depuis longtemps. Si l'historiographie pays par pays est plutôt féconde, les aperçus à l'échelle continentale sont plus rares et plus datés. Dans les années 1970, l'historien Jacques Droz proposa dans une *Histoire générale du socialisme* qui fit date<sup>12</sup> une somme toujours indispensable dont le degré d'érudition n'a jamais été égalé, mais qui souffre aujourd'hui de sa date de parution. Depuis, d'autres auteurs ont proposé différentes synthèses de qualité, plutôt centrées sur telle ou telle facette de l'objet traité<sup>13</sup>.

Cet ouvrage endosse une démarche inférée de son plan chronologique, de la naissance du SPD en 1875 aux interrogations présentes. Le socialisme sera considéré sous l'angle de son rapport au pouvoir, de sa conquête, de sa gestion... et de sa perte, avec les controverses que ces questions charrient à chaque étape. Ce récit est aussi celui de son accommodation progressive aux contraintes de l'exercice gouvernemental, au prix d'une profonde modification d'identité au fil des décennies, de la révolution au réformisme, puis à une gouvernance de plus en plus contrainte par les rets de la mondialisation et des institutions européennes. Cette approche par « en haut » sera complétée, autant que faire se peut, par une rencontre des militants, des électeurs et des cultures politiques qu'ils investirent, souvent avec passion. Car cette histoire — quand bien

même elle implique des femmes et des hommes depuis longtemps disparus pour certains — est, ô combien, vivante !

\*1. Tous les noms ou sigles suivis d'un astérisque renvoient à la Table des sigles et aux Notices biographiques données en appendice.

PREMIÈRE PARTIE

PRÉPARER, ATTENDRE,  
DÉBATTRE  
DE LA RÉVOLUTION  
LE TEMPS  
DE L'INTERNATIONALE

## *Chapitre premier*

### LE TEMPS DES PARTIS

1875-1906, LA CRÉATION DES PARTIS NATIONAUX  
ET DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

De 1875 à 1910, le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle et la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle voient la naissance de partis dénommés socialistes, ouvriers ou sociaux-démocrates. La quasi-totalité des États européens est concernée, nonobstant la diversité de leurs régimes politiques, la taille de leurs populations et la puissance de leurs économies. Le socialisme existe sous une forme partisane dans le petit royaume de Serbie (moins de 3 millions d'habitants) comme dans le puissant Empire allemand (près de 65 millions d'habitants en 1910), dans des démocraties parlementaires, telles le Royaume-Uni ou la République française, comme dans l'Empire russe, une autocratie à peine aménagée par les réformes de 1905.

Cette éclosion partisane s'inscrit dans la longue évolution des pays européens vers des institutions représentatives, des Parlements souverains et des modes de suffrage toujours plus

larges, du suffrage censitaire au suffrage universel masculin. En ce sens, les partis socialistes, comme les autres formations politiques de l'époque, sont bien les enfants d'une poussée démocratique qui touche toute l'Europe, y compris la Russie. S'ils existent presque partout, ils présentent néanmoins une grande diversité.

Diversité d'appellations tout d'abord, même si les mêmes vocables reviennent. « Parti socialiste » en Italie, en Suisse et en France avec une légère variation (« Parti socialiste-SFIO »). « Parti social-démocrate » en Allemagne, en Roumanie, « Parti social-démocrate ouvrier » ou « Parti social-démocrate des travailleurs » en Autriche, en Suède. « Parti ouvrier » en Belgique, « Parti socialiste ouvrier » en Espagne, « Parti du travail » ou « des travailleurs » en Norvège et en Grande-Bretagne. La pluralité des noms est étonnante pour des formations partageant le même credo politique, toutes affiliées à la même organisation transnationale créée en 1889, l'Internationale socialiste. Mais le dénominateur commun est bien là : l'adjectif « socialiste » est toujours associé, quand il ne se suffit pas à lui-même, à des compléments sociaux (ouvrier, travailleur) ou politiques (démocrate), rappelant que le socialisme s'inscrit pleinement dans son temps, celui de l'industrialisation, du travail salarié qui l'accompagne, et de la poussée démocratique.

Diversité d'effectifs et de résultats électoraux surtout. Il existe un gouffre entre le SPD ou le POB\*, puissants sur ces deux terrains, et les partis roumain ou serbe avec leur poignée d'adhérents. En position intermédiaire, la SFIO\* et le PSI\* combinent une réussite électorale relative et moins de 100 000 membres. Cette forte différenciation se fonde en partie sur la diversité des systèmes électoraux en Europe. Si la France et

la Suisse font figure de pionnières en instituant dès 1848 le suffrage universel masculin, sans autres conditions qu'un âge minimum (21 ans), un domicile fixe et la jouissance de ses droits civiques, il faut attendre 1909, 1910 et 1912 pour voir la Suède, le Portugal et l'Italie choisir un tel mode de scrutin. Et c'est en 1918 que le Royaume-Uni l'adopte, en même temps qu'un premier accès des femmes au droit de vote<sup>1</sup>. La bataille pour le suffrage universel masculin est un axe central pour les partis socialistes là où il n'est pas encore instauré : en Belgique, le POB impulse trois grèves générales successives pour le conquérir (1893, 1902 et 1913), tout comme le SAP\* suédois en 1909. L'existence de corps électoraux plus ou moins larges n'est pas le seul facteur d'inégalité quant aux conditions de la compétition partisane. L'état des libertés publiques et la place dévolue aux assemblées représentatives sont un autre élément de différenciation des partis socialistes nationaux, avec un gradient d'autoritarisme croissant de l'ouest à l'est de l'Europe.

Mais, au-delà de leur différence de taille et de représentativité, et du caractère bigarré des paysages politique et constitutionnel dans lesquels elles s'insèrent, les formations socialistes ont en commun deux puissants facteurs d'homogénéité.

Le premier est le partage, à des degrés d'acceptation divers, des analyses de Karl Marx et Friedrich Engels comme base de programme. Dans la protohistoire du socialisme, avant 1875-1880, celles-ci étaient fortement concurrencées ou contestées par d'autres doctrines (celles de Proudhon, de Bakounine, de Ferdinand Lassalle\*, voire des néokantiens allemands ou russes), mais elles s'imposent de manière globale dans les années 1875-1890, sauf au Royaume-Uni. Si Marx s'était livré à une critique sans concessions du programme fondateur du SPD de 1875, le

suivant, adopté au congrès d'Erfurt (1891), est rédigé par Karl Kautsky\*, supervisé par Engels<sup>2</sup>. Au-delà de la reprise du programme d'Erfurt par « les partis de type allemand<sup>3</sup> » en Europe septentrionale et centrale, on passe dans les années 1880-1900 de « Marx » au « marxisme ». Celui-ci devient, par le truchement d'Engels et d'un groupe de dirigeants autrichiens et allemands, au premier chef Karl Kautsky (bientôt surnommé le « pape du marxisme »), l'idéologie « officielle » d'un courant politique. La « langue vivante » des socialistes s'approprie ainsi massivement un vocabulaire (lutte de classes, exploitation, plus-value, dictature du prolétariat) et une représentation de l'action politique qui l'inscrit dans une longue histoire de « luttes de classes » opposant désormais bourgeoisie et prolétariat.

On doit cependant s'interroger sur l'indice de lecture et sur le degré de pénétration des écrits de Marx, qui obligent, au-dehors des pays germaniques, à leur traduction dans d'autres langues. Le cas de la France montre une acculturation tardive et superficielle<sup>4</sup>. Si Maurice La Châtre publie de 1872 à 1875 la première traduction française du livre I du *Capital*, la « Bible des ouvriers » selon l'éditeur ne se vend qu'à quelques centaines d'exemplaires<sup>5</sup>. Le journal de Jules Guesde\* *Le Socialiste* fait paraître, d'août à novembre 1885 en feuilleton, *Le Manifeste* ; il faut attendre 1891 pour l'édition du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*. *La Revue socialiste* de Benoît Malon publie cependant en 1880 la brochure d'Engels *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, qui propose aux lecteurs une synthèse de la doctrine et qui connaît un vrai succès. Après 1894, des éditeurs « universitaires » prennent le relais. Mais si les principaux textes de Marx sont accessibles avant 1914, le parti qui est a priori le premier concerné ne les diffuse guère. Une recension des

211 titres au catalogue de la « Librairie du parti » en 1907 montre que les publications de Marx et d'Engels ne représentent que 5 % du fonds, soit une dizaine de livres<sup>6</sup>. Surtout, l'échelle des prix pratiqués (vingt centimes pour *Le Manifeste*, deux francs cinquante centimes pour les écrits sur la Commune, trois francs cinquante pour des textes plus difficiles d'accès comme *Critique de l'économie politique* ou *La Lutte des classes en France*) montre que le public visé est constitué de « militants avertis » qui peuvent « bricoler une identité politique » à partir des ouvrages plutôt représentatifs du « versant français » de l'œuvre de Marx<sup>7</sup>. Le militant (ou le lecteur) peut aussi avoir accès à des textes par des revues ou par la presse « de tendance » (comme *La Guerre sociale* publiée par l'extrême gauche hervéiste<sup>8</sup> de la SFIO).

Mais c'est dans le SPD que l'on peut apprécier au mieux la puissance et les limites de l'acculturation marxiste. Ici, en effet, pas de problème de traduction et le parti dispose de son propre éditeur depuis 1881 : la maison Dietz à Stuttgart. Celle-ci publie des livres, des brochures, la revue théorique *Die Neue Zeit* (« Temps nouveaux ») ainsi que le journal *Die Gleichheit* (« L'Égalité »), destiné aux femmes. Pourtant, dans les bibliothèques militantes, on trouve peu de classiques du marxisme, sauf *La Femme et le Socialisme* d'August Bebel\*. Selon une estimation de 1905, à peine 10 % des membres du SPD possèdent une connaissance quelconque « des schémas de la pensée marxiste », la majorité les réduit à quelques formules : lutte de classes, concentration capitaliste<sup>9</sup>. En 1889-1890, la jeune ouvrière viennoise Adelheid Popp, qui fréquente une bibliothèque socialiste, mentionne dans ses lectures *Die Neue Zeit*, mais surtout *Le Droit à la paresse* de Paul Lafargue\* qui lui « plut infiniment », les livres de Ferdinand Lassalle qui lui

« inspirent un grand enthousiasme » et les discours de Wilhelm Liebknecht\*<sup>10</sup>...

Finalement, la référence « marxiste » est davantage un « marqueur identitaire » qu'un « guide pour l'action ». Mais elle donne aux militants socialistes une langue commune dont le lexique offre à la fois un système d'explication du monde et une connivence partagée. Le « socialisme scientifique » est en tout cas le pilier de ce que le socialiste français Jean Longuet\* dénomme en 1913 la « catholicité » du socialisme, soit « l'unité profonde, essentielle, du socialisme universel<sup>11</sup> ».

Le deuxième élément d'homogénéisation du mouvement socialiste réside dans l'appartenance commune de tous ses partis à l'Internationale socialiste. Celle-ci n'est certes pas la première organisation transnationale, politique ou non. C'est au temps de la « première mondialisation<sup>12</sup> » qu'est inventée la forme du « congrès international », rendue possible par la révolution des communications et le raccourcissement des voyages. Les congrès se multiplient chez les scientifiques, souvent rythmés par les Expositions universelles qui se succèdent en Europe. L'AIT, malgré sa courte existence (1864-1876), a imposé l'idée d'une organisation politique transfrontière, coordonnant des sections nationales affiliées. La nouvelle Internationale, numérotée *post hoc* comme « Deuxième » après la création par les bolcheviks de l'Internationale communiste, s'inscrit en fait dans la continuité de la première, avec laquelle elle partage souvent hommes et réseaux<sup>13</sup>. Elle est fondée à Paris en juillet 1889, au milieu des fastes de l'Exposition universelle et des cérémonies du centenaire de la Révolution française, à l'initiative du SPD et d'une des fractions socialistes françaises. Puis elle se structure au rythme de ses réunions successives<sup>14</sup>, et se stabilise dans les années 1896

et 1900. En 1896, l'expulsion des anarchistes du congrès de Londres fige les contours de deux mouvements (« socialisme » et « anarchisme ») qui se scindent définitivement, avant de s'éloigner de manière irréversible<sup>15</sup>. En 1900, au second congrès de Paris qui coïncide avec une nouvelle Exposition universelle, on décide de l'institution d'un Bureau socialiste international (BSI\*), composé à raison de deux délégués par pays, qui se réunit annuellement. Un secrétariat permanent, présidé à compter de 1905 par le Belge Camille Huysmans, siège au centre de Bruxelles dans la « Maison du peuple » construite par l'architecte Victor Horta pour le Parti ouvrier belge. Le BSI est bientôt entouré d'une couronne d'organismes annexes, comme la Commission socialiste interparlementaire (1904), le Bureau international des femmes socialistes (1907) confié à Clara Zetkin\*, ou la Fédération internationale de la jeunesse (1907) animée par Henri De Man\* et Karl Liebknecht\*. Si l'Internationale n'a d'autre autorité que morale, le BSI et surtout les congrès sont le lieu de débats intenses, en présence de centaines de délégués (768 à Londres en 1896, 1 391 à Paris en 1900, 840 à Stuttgart en 1907), originaires d'une vingtaine de pays (24 délégations en 1889, 22 en 1900, 23 en 1910, 22 en 1912). Ces débats, retranscrits par la presse socialiste, irriguent la strate supérieure des partis. « L'Internationale » est davantage une *inter-nationale*, juxtaposant des dirigeants et des partis nationaux<sup>16</sup>. Mais elle est aussi le lieu de constitution d'une élite socialiste européenne hiérarchisée, d'où émergent les « pèlerins de l'Internationale » maîtrisant plusieurs langues et dotés de réseaux de connaissances transnationaux<sup>17</sup>.

## LE SPD, « PARTI MODÈLE » ET SES ÉPIGONES

Lorsqu'elle écrit sur le SPD en 1967, l'historienne française Annie Kriegel le qualifie de « parti modèle » : « [parti] type le plus achevé, source d'inspiration et noyau dynamique du socialisme international de l'époque<sup>18</sup> ». Cette appréciation n'est pas seulement une construction a posteriori forgée pour l'analyse, elle recoupe des jugements admiratifs émis avant 1914 par des socialistes de toute tendance, par exemple chez le socialiste belge Henri De Man, revenant rétrospectivement sur la période de son « ivresse marxiste », et qui s'établit en 1905 en Allemagne, « terre d'origine et d'élection du marxisme » et spécialement à Leipzig, « La Mecque du marxisme<sup>19</sup> ». Le « Livre d'or » publié en 1910 à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire d'August Bebel rassemble, à côté des saluts des organisations du SPD, ceux de 29 partis de l'Internationale. L'ouvrage rend hommage, par-delà l'homme, à l'organisation dont il est la figure de proue. Le conseil général du POB célèbre celui qui « incarne l'esprit vivifiant de l'Église socialiste militante », la *Fabian Society* britannique — pourtant bien peu « marxiste » — salue le SPD comme « un modèle pour les autres nations et comme un monument à son génie et à son énergie en tant qu'agitateur et leader parlementaire », le groupe parlementaire des sociaux-démocrates autrichiens loue « le Nestor des parlementaires sociaux-démocrates, le grand représentant du peuple et l'éclaireur de la tactique<sup>20</sup> ».

Cette admiration quasi unanime se fonde sur plusieurs éléments. Le premier associe le SPD à l'« orthodoxie » marxiste dont il apparaît comme l'héritier et le défenseur. Même s'ils ont davantage vécu en Grande-Bretagne, Marx et Engels étaient allemands et suivirent de près la naissance et le développement du SPD, critiquant son premier programme, correspondant

étroitement avec ses dirigeants. À la mort d'Engels (1891), Karl Kautsky, Autrichien résidant en Allemagne, apparaît comme la principale figure du socialisme européen. Les volumes de *Die Neue Zeit*, la revue qu'il dirige, largement diffusés en Europe, entendent aborder toutes les grandes questions de l'époque à la lumière de cette « science marxiste<sup>21</sup> ».

Sans doute, le SPD fut aussi admiré parce que « allemand », sa croissance et la solidité de son organisation reflétant le développement spectaculaire du Reich de Bismarck puis de Guillaume II, devenu la première puissance européenne, auquel il aurait emprunté ses principes d'organisation, de discipline, d'usage méthodique de la science. Mais il l'est aussi sur la base des suffrages obtenus à l'élection au Reichstag, qui semblent démontrer la justesse d'une ligne politique validée par un nombre croissant d'électeurs : 19,7 % des suffrages exprimés en 1890, 31,2 % en 1903, 34,8 % en 1912 avec 110 députés. Le SPD semblait enfin avoir découvert la clef du succès, en combinant « la double ambition d'être quelque chose tout de suite et d'être tout quand le moment en serait venu », soit d'être à la fois « réformiste » et « révolutionnaire<sup>22</sup> ».

### *Genèse et développement du parti*

Comme toutes les autres formations socialistes, le SPD naît de l'agrégation de plusieurs fractions politiques, qui puisent leurs racines dans les nébuleuses croisées du libéralisme politique, du nationalisme émancipateur du premier XIX<sup>e</sup> siècle et du mouvement ouvrier. Le congrès fondateur de Gotha (1875) voit la convergence de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* (ADAV\*, Association générale des travailleurs allemands) de Ferdinand Lassalle et du *Sozialdemokratische Arbeiterpartei* (SDAP, Parti

social-démocrate des travailleurs) d'August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Lassalle, ancien « quarante-huitard », combine libéralisme politique et patriotisme « petit-allemand » (une unification allemande sous l'égide de la Prusse excluant l'empire d'Autriche) avec la volonté de créer une organisation ouvrière indépendante<sup>23</sup>. Liebknecht, étudiant « saint-simonien » et « quarante-huitard » lui aussi, n'a pas un parcours très différent. D'abord membre en 1865, avec l'artisan tourneur August Bebel, d'un parti libéral favorable à une solution « grand-allemande » (une unification incluant l'Autriche), il s'en sépare en constituant avec ce dernier le SDAP au congrès d'Eisenach en 1869. Celui-ci apparaît comme « le parti des internationaux », branche allemande de l'AIT. À contre-courant, il prend position contre la prolongation de la guerre franco-allemande après la chute de Napoléon III et contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, ce qui lui vaut le qualificatif de *Vaterlandsverräter* (« traître à la patrie »)<sup>24</sup>. L'unification avec les « lassalliens » dans le *Sozialdemokratische Arbeiterpartei Deutschlands* (SAPD) au congrès de Gotha en mai 1875, sur des bases vivement critiquées par Marx, ne laisse au parti d'Eisenach que trois années avant son interdiction en octobre 1878 par Bismarck sous le prétexte — fallacieux — d'une implication dans deux attentats contre l'empereur Guillaume I<sup>er</sup>.

Les douze années qui séparent la promulgation de cette loi de son abrogation en septembre 1890 sont décisives dans la construction d'une identité durable de la social-démocratie allemande, jusqu'en 1933 voire après 1945. Si des candidatures individuelles restent possibles, l'organisation du parti et sa presse sont interdites, l'obligeant à publier son nouveau journal, *Der Sozialdemokrat*, à Zurich. Pour contourner la répression en Allemagne, les militants créent une kyrielle d'associations

culturelles ouvrières : cercles colombophiles ou philatélistes, clubs de joueurs de *skat*, chorales, sociétés de gymnastique ou de jeu de quilles, bibliothèques, brasseries, cours du soir<sup>25</sup>... Adoptant des noms tantôt neutres, tantôt fantaisistes, cette couronne d'organisations, qui préfigure la « contre-société » social-démocrate ultérieure, permet d'entretenir la flamme militante et de diffuser sous couvert de loisirs des éléments de culture politique, à l'image de ces chorales où l'on chante sur des mélodies traditionnelles ou à la gloire de l'empereur des paroles non autorisées, apprises par cœur. Installées en Suisse ou en Grande-Bretagne, comme Eduard Bernstein\* ou Karl Kautsky, les principales figures du SPD travaillent au contact de Marx, puis d'Engels, et diffusent dans la presse du parti des éléments de « socialisme scientifique » comme le fameux *Anti-Dühring* d'Engels, un exposé doctrinal aussi synthétique que complet.

La légalisation décidée en 1890 par le nouvel empereur Guillaume II est l'occasion d'une seconde naissance, officialisée au congrès d'Erfurt (octobre 1891) quand le SPD adopte son nom définitif. Le nouveau programme, rédigé par Karl Kautsky (pour la partie « théorique ») et Eduard Bernstein (pour la partie « pratique »), supervisé par Engels, marque toute l'histoire du SPD jusqu'au congrès de Bad Godesberg en 1959, même si d'éphémères textes intermédiaires furent adoptés à Görlitz (1921) puis Heidelberg (1925). Celui d'Erfurt sert aussi de matrice à l'« erfurtianisme »<sup>26</sup> : il sera repris presque intégralement par les partis néerlandais, suédois, danois, norvégien, serbe...

La première partie du programme affirme d'emblée une loi historique : la polarisation croissante de la société en « deux camps hostiles », « exploités » et « exploités », les premiers toujours plus puissants, les seconds toujours plus nombreux<sup>27</sup>.

Les classes moyennes traditionnelles (artisans, commerçants, petits agriculteurs) sont vouées à la disparition « avec la nécessité des lois de la nature ». Cette polarisation s'accompagne de la répétition périodique de crises cycliques, « toujours plus dévastatrices », démontrant que « la propriété privée des moyens de production est devenue inconciliable avec un sage emploi et avec le plein développement de ces moyens de production ». De cette double évolution procède la nécessité de la révolution ou plutôt de l'avènement de la « propriété sociale des moyens de production » dont rien n'est dit ni du contenu ni du modus operandi. Dans ce mouvement, la « classe ouvrière » doit conquérir le pouvoir, sans là non plus suggérer les voies qui y conduisent.

La seconde partie du programme développe sur cette base un système complet de demandes et revendications : politiques (suffrage universel direct, secret, proportionnel « sans distinction de sexe », élection des fonctionnaires par le peuple), militaires (« milices à la place des armées permanentes »), laïques (« religion déclarée chose privée », laïcité de l'école), sociales (gratuité des soins médicaux, des enterrements ; impôt progressif sur le revenu et sur les successions, abolition des impôts indirects), féministes (« abolition de toutes les lois [...] qui mettent la femme en état d'infériorité vis-à-vis de l'homme ») et parasyndicales (journée de huit heures, repos hebdomadaire « d'au moins 36 heures », interdiction du travail de nuit).

C'est le caractère quasi exhaustif de ce programme qui le différencie avantageusement d'autres textes contemporains, et en fera le mètre-étalon de l'avancée, sinon du socialisme, des conquêtes sociales au xx<sup>e</sup> siècle. Comme le pointe l'historien Donald Sassoon, la chute des dictatures d'Europe méridionale

dans les années 1970 et la constitution finale d'États à la fois démocratiques et sociaux sur le continent européen marque l'achèvement du programme d'Erfurt, près de cent ans après son écriture<sup>28</sup>. Le texte est aussi caractérisé par ses apories, en premier lieu le manque de lien entre les deux parties, qui laisse la question de la révolution ouverte (la réalisation des réformes la rend-elle obsolète ?), et le défaut de perspective politique. Un lecteur contemporain aussi impliqué qu'Engels le remarquait en pointant l'absence d'une « revendication politique principale » dans un pays où l'empereur et le chancelier possèdent le pouvoir effectif : faute d'être en mesure de revendiquer « la république » sans tomber sous le coup d'une nouvelle interdiction, pourquoi ne pas réclamer au moins « la concentration de tout le pouvoir politique dans les mains de la représentation du peuple » ?

Parti le plus puissant d'Europe par ses électeurs, ses adhérents, son système de presse (89 quotidiens), sa capacité d'intervention (il soutient financièrement la création de *L'Humanité* et celle du quotidien socialiste néerlandais *Het Volk*) et son prestige, le SPD accuse aussi plusieurs faiblesses. D'abord une inégalité d'implantation géographique, avec à côté des « bastions » de Saxe, de Thuringe, et des agglomérations de Berlin et Hambourg, des zones de faiblesse en Bavière et en Rhénanie où le SPD doit affronter la concurrence de l'Église catholique, ou encore dans les terres latifundiaires de Posnanie et de Prusse-Orientale<sup>29</sup>. Inégalité dans son ancrage social ensuite : la puissance de son implantation ouvrière a comme revers la faiblesse de sa pénétration dans les classes moyennes, anciennes comme nouvelles. Enfin, une difficulté à trouver des alliances ou des partenaires à gauche ou au centre gauche dans le paysage politique du Reich dominé par les droites, du moins jusqu'à la

constitution du *Fortschrittliche Volkspartei*, le parti populaire progressiste, avec lequel il passe un accord électoral en 1911. Authentique représentant du monde ouvrier, le SPD organise un « milieu fermé soudé par les lois antisocialistes et la conscience de classe<sup>30</sup> », mais il peine à s'ouvrir à d'autres couches sociales et à nouer des partenariats, comme peuvent le faire, dans d'autres contextes institutionnels, la SFIO avec les radicaux, le *Labour* avec les libéraux, ou le SAP suédois avec les libéraux ou les agrariens. Il est vrai qu'en 1911-1912, l'accord de répartition des circonscriptions avec les libéraux progressistes permet le triomphe électoral de 1912. Pourtant, avec 12 000 élus dans 3 500 conseils municipaux d'Allemagne, dont ceux de Berlin, Leipzig et Hambourg, et un hebdomadaire, *Kommunale Praxis*, entièrement consacré à la politique municipale, le SPD ne dirige aucune grande ville allemande<sup>31</sup>.

#### NAISSANCES TARDIVES ? SFIO ET *LABOUR PARTY*

#### *Les dilemmes du socialisme français*

La naissance tardive, en 1905, du « Parti socialiste unifié — Section française de l'Internationale ouvrière » a longtemps suscité des commentaires désappointés sur les divisions du socialisme en France. La présentation par le menu des histoires et des caractéristiques des cinq fractions ou courants qui s'unissent dans la SFIO<sup>32</sup> a longtemps été un exercice canonique dans sa longue historiographie.

Une telle approche, aussi évidente qu'elle paraisse, laisse de côté les itinéraires partagés des protagonistes. Presque tous ont fait leurs premières armes politiques dans les différentes nuances

du républicanisme français. Jules Guesde, grand lecteur de Victor Hugo dans sa jeunesse sous le Second Empire, ardent patriote, journaliste à *La Liberté de l'Hérault* puis aux *Droits de l'homme* à Montpellier, défend la république, la souveraineté nationale, la séparation de l'Église et de l'État, qu'il colore comme la plupart des républicains de son temps d'aspirations sociales puisées chez Proudhon ou Louis Blanc<sup>33</sup>. C'est la répression de la Commune de Paris qui le fait basculer vers le socialisme via l'anarchisme alors qu'il s'exile en Suisse. De retour à Paris en 1876, il fonde le journal *L'Égalité*, avant de publier en 1878 un *Essai de catéchisme socialiste*. Il y affirme son nouveau credo : « *L'Égalité* sera républicaine, parce que la république est le dernier mot de l'évolution politique ou gouvernementale... Mais *L'Égalité* sera avant tout socialiste, cette révolution économique étant son but direct<sup>34</sup>. » Son futur adversaire de tendance Paul Brousse\*, qu'il côtoie à Montpellier, suit un itinéraire similaire<sup>35</sup>. Étudiant en médecine puis en droit dans la capitale languedocienne, il collabore à *La Liberté de l'Hérault*, avant d'adhérer en 1872 à l'Association internationale des travailleurs. C'est également dans l'exil suisse (1873-1877), puis belge, qu'il devient militant anarchiste avant d'évoluer vers un socialisme méfiant à l'égard de la « coterie marxiste »<sup>36</sup>. Le premier engagement d'Édouard Vaillant\*, étudiant à Paris, se fait en soutien de la candidature d'un « démocrate catholique », lors de l'élection partielle de 1864, et se manifeste par sa participation à un périodique éclectique du Quartier Latin, *La Rive gauche*, dont les références mêlent Victor Hugo, Blanqui et Proudhon<sup>37</sup>. Germanophone, il séjourne en Allemagne de 1866 à 1870 et se joint aux activités du SDAP. Participant actif à la Commune, lors de laquelle il se voit confier d'importantes responsabilités, il devient un collectiviste

convaincu pendant son exil à Londres, lançant un appel *Aux communeux* (1874), où il professe un communisme radical et la « dictature du prolétariat<sup>38</sup> ». Quant à Jean Jaurès, si sa jeunesse en 1870-1871 lui épargne le choix de la Commune et ses conséquences, ce « premier de la classe », reçu premier à l'École normale supérieure et troisième à l'agrégation de philosophie, est d'abord — à 26 ans — un député républicain persuadé que la solution à la question sociale passe par l'application des « formules posées en 1789<sup>39</sup> ».

L'énumération des divergences entre fractions socialistes minore aussi le fait que celles-ci tentent à plusieurs reprises<sup>40</sup> de se regrouper avant la réussite finale, mais partielle, de 1905, parce qu'elles se considèrent finalement comme des segments du même parti. Comme le note le journaliste socialiste Louis Lévy :

À quelque tendance qu'ils appartiennent, les militants dans leurs discours et leurs écrits, font appel à l'idée de parti. Alors même qu'il y a plusieurs partis, on dit le parti socialiste, en entendant par-là [sic] l'ensemble des différentes fractions du prolétariat organisé<sup>41</sup>.

Surtout, l'approche « fractionnelle » de l'histoire du socialisme français masque ses difficultés structurelles, sa « double fragilité » selon l'historien Alain Bergounioux, ses « maladies d'enfance mal soignées » selon Michel Rocard\*<sup>42</sup>.

À la différence de nombreux autres pays européens, le socialisme français se cristallise dans un pays doté depuis 1848 d'un suffrage universel masculin et installé dans une république parlementaire depuis les années 1870. L'existence précoce de ce mode de scrutin prive les socialistes français d'un puissant

élément unificateur : même s'ils ont participé à sa naissance, la victoire de la démocratie les a précédés... De même, il existe en France une « gauche » plus ancienne que le socialisme, une gauche républicaine, qui accède au pouvoir dans les années 1875-1877, flanquée d'une « extrême gauche », le parti radical la relayant à son tour au tournant du siècle. Cela pose au socialisme français la question difficile de son identité : n'est-il qu'un élément d'un ensemble plus large dénommé « la gauche » dont il serait l'aile la plus avancée ? Est-il au contraire la gauche à lui tout seul, ou tout autre chose que la gauche ?

Autre « maladie d'enfance », l'absence de lien organique du socialisme avec le monde mutualiste, syndical et plus largement ce qu'on appelle le « mouvement ouvrier », qui s'installe en étapes successives après 1850. Le droit de grève est légalisé par Napoléon III en 1864, lequel favorise aussi le mutualisme qui se développera indépendamment d'un syndicalisme encore inexistant. « L'effet Napoléon III » dissocie ainsi durablement les deux fonctions d'un mouvement ouvrier : la revendication et la protection<sup>43</sup>. Légalisé en 1884 par la loi Waldeck-Rousseau, cristallisé en 1895 dans la CGT, le syndicalisme s'autonomise et proclame son indépendance dans la charte d'Amiens (1906) où il s'affirme comme « un autre socialisme » revendiquant « l'émancipation intégrale par l'expropriation capitaliste » sans « se préoccuper des partis et des sectes qui peuvent, en dehors et à côté, poursuivre en toute liberté la transformation sociale ». De fait, le Parti socialiste ne peut être « ni le seul grand parti démocrate français, ni le grand parti ouvrier français<sup>44</sup> », les démocrates peuplant davantage les comités du parti radical, les militants ouvriers se retrouvant plutôt à la CGT ou à la Fédération nationale de la Mutualité française, dont les

3 millions d'adhérents dépassent de loin les 300 000 adhérents de la CGT<sup>45</sup>. Ajoutons enfin, sur le court terme, les conséquences de la répression de la Commune de Paris qui, en privant le socialisme naissant d'une partie de ses élites, tombées sous les balles comme Eugène Varlin, déportées comme Louise Michel ou exilées comme Paul Brousse et Édouard Vaillant, libèrent les tendances à l'éclatement géographique et organisationnel et nourrissent un « anarchisme » spontané tourné contre des classes dirigeantes jugées irrémédiablement ennemies.

C'est dans ce contexte que naît la SFIO en avril 1905. On sait que la rédaction de sa déclaration de principes et de ses statuts porte l'empreinte de la composante majoritaire à l'unification : les guesdistes.

Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le PS\*, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquée par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution<sup>46</sup>.

La tonalité « révolutionnaire » du texte marque l'histoire du socialisme français, et court tel un fil rouge dans ses programmes successifs. En 1969, la profession de foi du nouveau Parti socialiste d'Alain Savary réaffirme que « le PS est un parti révolutionnaire » luttant par « la socialisation progressive des moyens de production et d'échange<sup>47</sup> ». En 1990 encore, le Parti

socialiste entend « mettre le réformisme au service des espérances révolutionnaires » et s'inscrire ainsi dans la « démarche historique du socialisme démocratique<sup>48</sup> ». Quant à l'organisation en « fédération de fédérations » regroupant des sections locales (ou par arrondissement dans les métropoles) et des fédérations départementales, elle traverse tout le XX<sup>e</sup> siècle sans être modifiée fondamentalement au début du suivant.

Il serait facile de déduire de ces caractéristiques un tableau plutôt déprécié du parti français avant 1914. Pauvre en adhérents, mieux dotée en électeurs, mais à un niveau inférieur à celui de beaucoup de ses partis frères, la SFIO est aussi handicapée par la minceur de ses relais associatifs et l'absence de lien organique avec la CGT : en ce sens, elle n'est pas un parti social-démocrate.

### *Synthèse jaurésienne et socialisme municipal*

Pourtant, si l'on ne juge pas le Parti socialiste français à l'aune de ses puissants voisins d'Europe du Nord mais à celle de son influence sur la société française, le tableau est tout différent.

D'abord, la coupure entre SFIO et syndicalisme révolutionnaire ne doit être exagérée<sup>49</sup>. La faiblesse numérique de la CGT (334 000 adhérents seulement en 1911) la pousse à entretenir des relations aussi bonnes que possible avec les municipalités « de gauche », radicales ou socialistes. L'enquête, en 1911, du ministère de l'Intérieur sur les orientations politiques des secrétaires des bourses du travail montre que sur les 144 des 167 bourses sur lesquelles existent des renseignements, 73 sont dirigées par des socialistes SFIO, 30 par des « socialistes révolutionnaires » (dont certains peuvent appartenir à la SFIO) et 6 par des socialistes indépendants, soit 75 % par des socialistes,

ce qui n'empêche en rien l'attachement à l'indépendance syndicale<sup>50</sup>.

De plus, le parlementarisme tertio-républicain permet à un groupe — même réduit — de députés de peser sur la législation. Jamais ministre, Jean Jaurès, vice-président de la Chambre des députés en 1903-1904, joue ainsi un rôle majeur dans l'adoption de la loi de séparation des Églises et de l'État, en soutenant la proposition d'Aristide Briand\* — à cette date encore un « socialiste indépendant » — de constituer une commission parlementaire spéciale pour son élaboration<sup>51</sup>.

Enfin, l'organisation municipale de la France, qui institue 38 000 communes soumises depuis la loi de 1884 à un régime juridique uniforme permettant à chaque conseil municipal de choisir (sauf à Paris) son maire, ouvre par rapport à d'autres pays européens des possibilités supérieures pour avoir un rôle actif dans la société sans faire forcément partie du gouvernement. À la tête de 70 municipalités en 1896 (dont Lille, Marseille, Toulon, Roubaix), les socialistes en dirigent 297 en 1908, dont Bordeaux, Grenoble, Lille, Limoges, Toulouse... Certaines de ces communes s'illustreront par la longévité de leur gestion socialiste : ainsi Limoges, conquise en 1912 par Léon Bétoulle, reste acquise au PS jusqu'en 2014...

Dans la capitale, le groupe socialiste compte 19 élus en 1900, qui, alliés avec les 12 radicaux, dominant le conseil municipal de Paris jusqu'en 1909<sup>52</sup>. L'investissement municipal, même irrégulier, permet de transformer l'institution et d'en faire une vitrine, un brouillon de la « république sociale ». Laïcisation de l'espace public avec la transformation de l'odonymie<sup>53</sup> (jusqu'à la nomination d'un « quai du Parti » à Toulon !), construction de bibliothèques, de crèches, de dispensaires, création de régies

municipales des eaux et de l'électricité, suppression de l'octroi figurent dans les mesures réalisées de nombreuses communes socialistes. Mais si les socialistes transforment l'institution, ils sont aussi transformés par elle<sup>54</sup>. Élu à Roubaix, « La Mecque du socialisme », une des premières communes conquises en 1892, la liste du cabaretier Henri Carette est vite critiquée pour son amateurisme et son inexpérience de la gestion, et battue en 1902. De retour en 1912, l'équipe municipale, cette fois conduite par Jean-Baptiste Lebas, intègre les « règles du jeu » et surmonte ainsi, par l'administration des preuves de sa compétence, la disqualification sociale. Comme le déclare Lebas après sa victoire, « la destinée de la classe ouvrière n'est pas d'être éternellement exploitée par le capitalisme. Elle le prouve en s'élevant par son intelligence et par sa force organisée et en devenant mûre pour l'administration des affaires publiques<sup>55</sup> ».

Cette physionomie singulière, pérennisée et même renforcée jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle, avec le poids croissant du pourcentage des élus parmi les adhérents, a-t-elle des équivalents ailleurs en Europe ? Si la SFIO n'a jamais été considérée comme un « parti modèle », certaines de ses caractéristiques (déséquilibre entre les adhérents et les électeurs, faiblesse de l'ancrage ouvrier) se retrouvent dans ce « socialisme d'Europe du Sud » en Italie et dans la péninsule Ibérique<sup>56</sup>. La SFIO (puis le PS...), le PSI\*, le PSOE\*, le PSP\* au Portugal, voire le PASOK\* grec créé en 1974 partageraient plusieurs caractéristiques communes, dont deux au moins s'imposent avant 1914 : l'insertion tardive dans un spectre politique organisé autour d'une droite cléricale et conservatrice et d'une gauche laïque et républicaine, ainsi que la faiblesse du nombre d'adhérents, elle-même corrélée avec le manque

d'attaches avec un syndicalisme morcelé, et marqué par le syndicalisme révolutionnaire.

Le PSI, fondé en 1893 à Milan, présente apparemment des caractéristiques communes avec la SFIO : quelques dizaines de milliers d'adhérents pour 36 millions d'habitants en 1914, mais des résultats électoraux d'autant plus significatifs (79 députés en octobre 1913<sup>57</sup>) que le suffrage universel masculin ne s'impose que tardivement, en 1919. Comme en France, un vigoureux socialisme municipal détient 108 communes en 1910, 330 en 1914, et ses possibilités d'intervention sont élargies depuis les lois des 29 mars et 31 mai 1903 qui permettent la municipalisation de services et la construction de logements à bon marché<sup>58</sup>. Le socialisme italien a ses bastions, dans la plaine du Pô, à Bologne, dans les Pouilles et en Sicile où la boulangerie municipale de la ville de Catane cuit un « pain marxiste » fabriqué par des ouvriers sous contrat<sup>59</sup>. Comme en France, les luttes fractionnelles opposant « réformistes », « révolutionnaires » et « insurrectionnalistes » sont constantes et intenses. Cependant, la comparaison s'arrête là : pas de « synthèse jaurésienne » en Italie où « les voies réformistes sont étouffées par la majorité révolutionnaire<sup>60</sup> ». L'inachèvement du *Risorgimento*, les difficultés à se positionner devant la guerre italo-ottomane (1911), les explosions insurrectionnelles répétées (révolte des *braccianti* siciliens en 1890, « Semaine rouge » d'Ancône en juin 1914) et, à l'inverse, la tentation constante d'entrer au gouvernement, cette participation étant plusieurs fois proposée par le Premier ministre libéral Giovanni Giolitti, dessinent un paysage politique profondément original.

Quant au PSOE, l'extrême minceur de ses effectifs et de ses élus le range encore à part, et son lien organique avec la centrale

syndicale UGT le rapproche plutôt des social-démocraties d'Europe du Nord. Décidément, il n'est pas de modèle ni même vraiment de « type » socialiste français... Seule l'importance des questions liées à la sécularisation de sociétés où l'Église catholique conserve un poids considérable permet d'apparenter socialistes français, italiens, espagnols et portugais, comme elle rapproche plus largement toutes les gauches dans ces pays. La loi de séparation de l'Église et de l'État adoptée par la jeune République portugaise en avril 1911 est ainsi inspirée par la loi française de 1905 et soutenue par les socialistes locaux<sup>61</sup>.

### *Le Labour Party, une physionomie singulière*

S'il n'est pas sûr que le *Labour Party* détienne « le record de la gauche la plus anormale d'Europe<sup>62</sup> », son histoire comme sa physionomie demeurent singulières, à équidistance de la social-démocratie allemande et du socialisme français.

Comme en France, il existe en Grande-Bretagne une « gauche » ancienne, antérieure au socialisme, à l'ancrage social solide et à l'armature intellectuelle consistante. Elle est d'abord incarnée par les *Whigs*, vieille tendance parlementaire dès le XVII<sup>e</sup> siècle, dont l'unification avec les radicaux donne naissance au Parti libéral en 1859. Plusieurs de ses grands chefs de gouvernement du XIX<sup>e</sup> siècle sont issus de ce dernier, notamment Henry John Temple, lord Palmerston, et William Ewart Gladstone, puis Henry Campbell-Mannermann, Herbert Henry Asquith et David Lloyd George qui gouvernent le pays sans interruption de 1906 à 1922. Le libéralisme britannique porte aussi sa propre vision de la question sociale, construite autour de l'œuvre de John Stuart Mill (1806-1873) qui arme les tentatives de

démocratie sociale de l'ère édouardienne. Herbert Asquith crée un système de retraites pour les plus de 65 ans, financé par l'État. Fin 1911, Lloyd George, conseillé par le jeune William Beveridge\*, installe le *National Insurance Act*, un régime obligatoire d'assurances maladie et chômage, financé par les salariés, les employeurs et l'État. Si on ajoute à ces mesures celles qui concernent l'extension de la démocratie politique (indemnité parlementaire et, surtout, restriction du pouvoir de la Chambre des lords par le *Parliament Act* de 1911 qui la prive du droit de s'opposer à une loi de finances et ne lui accorde plus, pour les autres projets de loi, qu'un veto suspensif de deux ans), on comprend que le mouvement syndical britannique ait, à l'instar de son homologue des États-Unis avec le Parti démocrate, longtemps prôné un pacte *Lib-Lab* avec les libéraux, échangeant son soutien électoral contre une prise en compte de ses revendications politiques et sociales.

Le pays le plus précocement industrialisé d'Europe voit en effet se développer un puissant mouvement ouvrier et syndical, qui s'appuie sur une législation admettant dès 1825 le droit de coalition. Dans les années 1838-1848, le chartisme est sans doute « la plus importante tentative révolutionnaire d'origine prolétarienne au XIX<sup>e</sup> siècle » en Europe, revendiquant le suffrage universel masculin, le scrutin secret, le renouvellement annuel du Parlement et une indemnité pour les députés<sup>63</sup>. Son échec laisse le champ libre aux libéraux, dont l'action libre-échangiste fait baisser le prix du pain et satisfait une partie des revendications ouvrières. Rassemblés en 1868 dans une grande confédération, le *Trades Union Congress* (TUC\*), les syndicats britanniques regroupent à la fin du siècle près de 1 600 000 adhérents. C'est dans ce contexte que naissent les premiers groupements

socialistes. Comme en France, leur fragmentation par scissiparité et leur physionomie différente n'empêchent pas les coopérations et les recompositions<sup>64</sup>. La première formation socialiste, la *Social Democratic Federation* (SDF, 1884), est bâtie sur le modèle de la social-démocratie allemande, avec un programme collectiviste. Si la personnalité de son principal animateur, Henry Mayers Hyndman\*, riche fils de famille arrivé au socialisme par une démarche intellectuelle, est profondément différente de celle de Jules Guesde, son autoritarisme et le dogmatisme de son organisation provoquent très tôt une scission. Le poète William Morris et ses amis, dont Eleanor Marx, la fille cadette de Marx, fondent la *Socialist League* (SL) en janvier 1885. L'organisation de Hyndman, qui décompte quelques milliers d'adhérents<sup>65</sup> dans un pays de 42 millions d'habitants en 1911, reste malgré tout la plus importante face aux quelques centaines de la *Socialist League* : nombre de militants passent par ses rangs, dont de futurs piliers du *Labour Party*, tels Ramsay MacDonald\* ou George Lansbury. La *Socialist League* développe un profil original, entre projection utopique et aspirations libertaires, résumées dans le roman de politique-fiction de Morris, *News from Nowhere* (1890).

Le troisième groupe, la *Fabian Society*, aura un rôle déterminant dans l'histoire du socialisme et, plus largement, de « la gauche » en Grande-Bretagne, dans le monde anglophone et dans l'Empire britannique : Jawaharlal Nehru et Mohammed Ali Jinnah, respectivement premiers chefs de gouvernement de l'Inde et du Pakistan, en furent sympathisants ou adhérents. Créée en 1884 par un groupe d'intellectuels venus du libéralisme politique, elle regroupe très vite une élite d'écrivains et d'universitaires, dont le dramaturge George Bernard Shaw, et surtout Sidney et

Beatrice Webb\*. Le manifeste fondateur, rédigé par Shaw en 1884, constate l'incapacité du « capitalisme » à redistribuer équitablement les fruits de la croissance et en déduit la nécessité pour l'État d'intervenir pour assurer une égalité réelle<sup>66</sup>. Le socialisme des fabiens, rationaliste et réformiste, est alors la seule grande tentative théorique entièrement indépendante du marxisme, qu'ils considèrent comme « dépassé ». C'est par l'action parlementaire, en coopérant avec les libéraux, et surtout par les conseils municipaux (*town councils*) que se réaliseront progressivement les réformes nécessaires qui culmineront dans un « socialisme » défini comme l'épanouissement de l'idéal démocratique dans le sens de l'intérêt général. Pas de « révolution » mais un engrenage de progrès :

[T]out progrès partiel de la social-démocratie ne représentera qu'une mesure parmi d'autres et ne pourra s'imposer que grâce à l'action énergique d'une organisation socialiste. La Société fabienne prie donc les socialistes à la recherche d'une crise historique sensationnelle d'adhérer à un autre groupe<sup>67</sup>.

La quatrième composante du socialisme britannique, l'*Independent Labour Party* (ILP, 1893), naît à l'initiative de jeunes syndicalistes de la nouvelle génération, comme le mineur écossais Keir Hardie\*. Celui qui a fait ses premières armes dans les ligues antialcooliques et les Églises évangéliques reste aussi dans le giron du Parti libéral. Sa rupture avec ce dernier en 1888, quand il se présente comme candidat ouvrier indépendant dans une élection partielle, se produit sur une idée simple : la volonté d'assurer une représentation indépendante des ouvriers au

Parlement, sur une base idéologique très large, émanation politique des *Trade-Unions*. C'est l'activité de l'ILP, bien implanté en Écosse et dans le nord de l'Angleterre, qui débouche en 1900 sur la création du *Labour Representation Committee* (LRC) où sont représentés trois des quatre formations socialistes et 67 organisations syndicales. Pour autant, à la différence de l'ILP, le LRC ne se proclame pas « socialiste » et ne rompt pas avec le Parti libéral. Au contraire, ils concluent ensemble un pacte de partage des circonscriptions en prévision de l'élection générale de 1906. Sur 50 candidats du LRC, 29 entrent à la Chambre des communes, dont Keir Hardie et Ramsay MacDonald ; leur groupe parlementaire prend le nom de *Labour Party* en février 1906. Il s'agit, plutôt que d'un parti comme le SPD ou la SFIO, d'une délégation du mouvement syndical britannique qui lui fournit ses ressources financières et ses hommes. Pour autant, une bonne part de sa direction, formée dans les rangs de la SDF ou de l'ILP, est partie prenante du mouvement socialiste européen. Cette situation de recoupement du « mouvement ouvrier » et du socialisme sans recouvrement complet de l'un par l'autre<sup>68</sup> n'est pas propre au Royaume-Uni. C'est cependant dans ce pays qu'elle prend la forme la plus singulière, le parti sans adhérents individuels n'étant que la « traduction parlementaire des syndicats<sup>69</sup> ». Cet aspect « travailliste » du parti n'a pas d'équivalent en Europe, sauf partiellement en Belgique où le Parti ouvrier belge (POB) inclut des adhésions indirectes : il associe à sa fondation en 1885 des groupes socialistes, des organisations syndicales, des mutuelles et des coopératives qui représentent, en 1911, 37 % des adhérents<sup>70</sup>. Comme au Royaume-Uni, le choix du vocable « ouvrier » plutôt que « socialiste » marque la volonté délibérée de ses fondateurs de lui assurer l'assise la plus large : le

POB sera l'expression des exigences sociales et démocratiques (la conquête du suffrage universel) du mouvement ouvrier belge. C'est surtout aux antipodes, dans ces lointaines projections de la société britannique que sont alors l'Australie et la Nouvelle-Zélande, que l'on retrouve cette modalité particulière de la social-démocratie : l'*Australian Labor party*, créé en 1901 sur le plan fédéral, forme le premier gouvernement travailliste en avril 1904.

#### RUSSIE ET BALKANS : UN SOCIALISME D'EXILÉS

Quitter Londres, Paris ou Berlin, Vienne et Rome, pour Moscou, Athènes ou Bucarest, c'est entrer, sinon dans une autre Europe, du moins dans une autre Europe socialiste. Celle-ci abrite des partis portant les mêmes appellations que leurs homologues de l'Ouest, mais les contextes diffèrent radicalement.

Si l'Europe occidentale ne connaît pas de guerre majeure entre États de 1815 à 1859 et à nouveau de 1871 à 1914, les pays des Balkans (Serbie, Grèce, Bulgarie, Roumanie) naissent par secousses successives durant une longue « guerre de Cent Ans » contre l'Empire ottoman, des révoltes serbes (1804) et de la « révolution grecque » (1821) jusqu'aux guerres balkaniques de 1912-1913 et à la guerre gréco-turque de 1921-1922<sup>71</sup>. La centralité de la question nationale, les frontières étatiques mouvantes et le contexte constamment belligène pèsent sur le développement de la démocratie représentative comme sur celui d'un socialisme indépendant. Ainsi, en Grèce, devenue pourtant une monarchie parlementaire en 1864, avec une assemblée élue au suffrage universel masculin, la « gauche » parlementaire vers 1900 s'identifie au Parti libéral d'Elefthérios Venizélos. Ce

dernier, principale figure politique du premier xx<sup>e</sup> siècle en Grèce, conduit d'importantes réformes sociales tout en modernisant l'armée et la flotte nationales, car la priorité demeure la *Megali Idea*, la « Grande Idée » : rassembler tous les Grecs dans un seul État et reconquérir Constantinople. La « gauche » grecque est « vénizéliste », c'est-à-dire libérale-patriote, et, pour une part, communiste après 1920 et surtout 1940... Il n'y a pas de vrai parti socialiste dans le pays avant 1974, ce qui n'est le cas ni en Roumanie, ni en Serbie et surtout en Bulgarie.

Le parti bulgare a 21 députés en 1914 et fait son entrée au conseil municipal de Sofia<sup>72</sup>. Il est profondément divisé en deux fractions, « large » et « étroite » suivant leur conception des limites et de la composition du parti : parti d'adhérents ou parti de militants. On rencontre un clivage analogue en Russie entre bolcheviks et mencheviks. Il en est de même pour le Parti social-démocrate serbe (SSDP), dont les deux élus au Parlement se prononcent contre les crédits de guerre et contre la participation de leur pays aux guerres balkaniques de 1912-1913. Cette position les marginalise sur une scène politique complètement dominée par les « radicaux populaires » de Nikola Pašić, un parti solidement implanté dans la paysannerie et dont le programme s'inspire des radicaux français. Le Parti social-démocrate ouvrier de Roumanie se disloque dès 1899, quand son aile « réformiste » intègre le Parti national-libéral, le grand parti de gouvernement opposé aux conservateurs<sup>73</sup>. C'est seulement en 1910 qu'il se reconstitue sur une base plus radicale, avec de faibles effectifs, isolé lui aussi pour ses positions antimilitaristes.

Un fractionnement généralisé, une vie démocratique étriquée font de Genève, Paris, Londres, Vienne ou Berlin les véritables

capitales du socialisme balkanique qui est, comme le socialisme russe, un socialisme d'exilés. L'itinéraire d'une de ses figures majeures, Kristian Rakovski\*, « une question nationale à lui seul<sup>74</sup> » résume nombre de parcours de ces socialistes expatriés. Né en 1873 dans une ville bulgare encore sous domination turque, il devient roumain quand sa famille s'installe dans la Dobroudja. Expulsé de son lycée pour activités militantes, il part à Genève, capitale des exilés d'Europe orientale, et participe alors au Cercle des étudiants socialistes où dominent les étudiants étrangers, majoritairement russes, bulgares, roumains, serbes. Délégué à 20 ans au congrès de l'Internationale à Zurich, installé successivement à Berlin, Nancy puis Montpellier où il soutient sa thèse de médecine en 1897, il retourne en Roumanie en 1904, avant d'en être expulsé à nouveau en 1907 après avoir soutenu une révolte paysanne. Parcourant l'Europe, il représente la Roumanie au congrès international de Copenhague avant d'y rentrer en 1911. Ce trajet pourrait être celui de n'importe quel socialiste russe, d'un Gueorgui Plekhanov, d'une Vera Zassoulitch ou encore d'un Léon Trotski\*, et pointe l'importance commune de l'émigration chez les socialistes de l'Est. Pourtant, les États des Balkans, à la différence de la Russie, ont tous des Parlements élus, la Grèce et la Serbie connaissant même de véritables régimes parlementaires où une gauche modernisatrice et patriote domine la scène politique<sup>75</sup>. La réponse des socialistes à la question nationale et à l'effondrement de l'Empire ottoman est la « Fédération balkanique ». Mais cette perspective, portée par des forces trop minces pour peser sur la situation, est en décalage avec l'achèvement par la guerre des États nationaux, finalisé par les traités de paix de 1919-1923. Comme le note Rakovski lui-même en 1912 au cœur de la première guerre balkanique :

En ce moment les activités du socialisme en Serbie, en Turquie, en Bulgarie et en Grèce sont complètement paralysées. Les organisations sont épuisées. Toute la population d'âge militaire est aux frontières<sup>76</sup>.

Si l'année 1917 n'avait pas vu la conquête rapide du pouvoir par l'une de ses fractions — les bolcheviks —, et si la taille, la situation géopolitique et l'ascension économique du pays ne lui avaient pas donné une place éminente dans le club restreint des grandes puissances, on ne parlerait sans doute guère du socialisme russe et de ses divisions successives... C'est à la lumière d'octobre 1917 que des générations d'historiens, de politistes et de militants (surtout communistes et trotskistes) ont exposé dans le détail les racines de la cassure entre bolcheviks et mencheviks ainsi que l'histoire des débats dans une mince strate d'exilés. Si l'on essaye de s'extraire de ce regard téléologique, on peut résumer la situation du socialisme russe en trois grands points<sup>77</sup>.

Il est d'abord confronté à un régime autocratique sans équivalent en Europe, même après son aménagement en 1906 : la Douma, ou Parlement impérial, concédée après l'explosion révolutionnaire de 1905, laisse au tsar l'essentiel des pouvoirs. Le socialisme russe sera presque constamment illégal, clandestin ou semi-clandestin, même s'il a, par intermittence, sa représentation à la Douma. Créé formellement à Minsk par une poignée d'hommes en 1898, le POSDR\* est vite disloqué par la police, et c'est à Leipzig en 1900 qu'un groupe d'exilés, dont Vladimir Oulianov « Lénine » et Iouli Martov, publie le premier numéro de l'*Iskra* à destination de la Russie. C'est encore d'Europe occidentale que partent, jusqu'en 1914, voire 1917, toutes les

impulsions qui animent la vie des noyaux socialistes présents dans les grandes villes de Russie.

Le socialisme russe doit aussi prendre position quant à la nature de la révolution à conduire dans un pays agraire, mais qui est soulevé par une croissance industrielle rapide. Quel est le rôle d'un parti socialiste dans une nation qui n'est pas (ou pas encore) capitaliste ? Faut-il, comme le pense Plekhanov, et longtemps Lénine, désynchroniser révolution politique et révolution sociale, la première associant classe ouvrière, paysannerie et bourgeoisie libérale pour « déblayer le terrain » à un développement rapide et « européen » du capitalisme, qui mettra, dans un second temps, la révolution sociale à l'ordre du jour<sup>78</sup> ? Faut-il, comme le pense Lénine après 1905, resynchroniser les deux révolutions, en soudant un « bloc ouvrier et paysan » pour renverser le régime et instaurer une « dictature du prolétariat et de la paysannerie », qui modernisera le pays et ouvrira la voie du socialisme ? Enfin, les socialistes russes se déchirent quant à la forme d'organisations : parti « large » d'adhérents pour les mencheviks ou parti « étroit » de « révolutionnaires professionnels » pour les bolcheviks, la première voie étant de toute manière obstruée par le caractère autocratique du régime. L'octobre bolchevique de 1917 tranchera ces questions au profit des seconds, les premiers prenant le chemin de l'exil, ou des prisons et des camps soviétiques.

Au total, le paysage du socialisme européen présente une grande variété de partis, de taille, de poids et d'appellations différents, qui renvoient eux-mêmes à la diversité des situations sociales et politiques de leurs pays d'origine. De tous ces partis, un seul, le SPD, est en mesure d'être un « modèle », spécialement en Europe centrale et nordique, où l'on copie son programme et

ses structures. Le *Labour Party* britannique, autre type de parti social-démocrate, est aussi un modèle de « parti indirect », mais hors d'Europe, dans les *dominions* de l'Empire britannique aux antipodes. Quant au socialisme français, s'il n'est pas un modèle, il est bien un « type » de parti non social-démocrate, avec peu d'adhérents, mais avec un électorat consistant, et une forte proportion d'élus locaux, des traits que l'on retrouve, au moins en partie, dans d'autres partis de l'Europe du Sud, comme en Italie. Ces caractéristiques perdurent jusqu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle.

## APPENDICES

## *Remerciements*

Même « individuel », tout ouvrage d'histoire repose sur la collaboration, parfois involontaire, de nombre de personnes qui apportèrent leur pierre. Parmi elles, ces générations d'étudiants de Sciences Po Lyon, qui suivirent le cours dont ce livre est lointainement issu et dont les questions furent constamment stimulantes. Parmi elles aussi, les auteurs cités dans la bibliographie, les archivistes et bibliothécaires des institutions visitées, sans lesquels ce travail aurait été impossible.

D'autres nous ont aidé en toute connaissance et doivent voir leurs noms mentionnés. Au premier chef, notre éditrice, Martine Allaire, pour l'accueil de ce projet dans une si belle maison et pour ses relectures exigeantes. Merci aussi à Fabien Conord, autre relecteur, pour ses remarques pertinentes, à Frédéric Cépède, gardien de la caverne de l'OURS des archives du socialisme français, ainsi qu'à tous ceux qui voulurent bien répondre à nos questions ou nous transmettre des documents, dont Christian Chevandier, José Gotovitch, Gilles Morin,

Bartłomiej Zdaniuk. Une mention spéciale à Laurence pour son soutien et sa patience.

## *Table des sigles*

|                       |   |
|-----------------------|---|
| ADAV                  | <i>Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein</i> , Association générale des travailleurs allemands (1863-1875)                 |
| AIT                   | Association internationale des travailleurs (1864-1876)   |
| BIT                   | Bureau international du travail (1919...)   |
| BSI                   | Bureau socialiste international (1900-1914)   |
| CERES (France)        | Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (1966-1986), courant du PS                                      |
| CSSD                  | <i>Česká strana sociálně demokratická</i> , Parti social-démocrate tchèque (1878-1948, 1990...)                           |
| DDP                   | <i>Deutsche Demokratische Partei</i> , Parti démocrate allemand (1918-1933)   |
| DNA                   | <i>Det Norske Arbeiderparti</i> , Parti du travail de Norvège (1887...)   |
| DNVP                  | <i>Deutschnationale Volkspartei</i> , Parti populaire national-allemand (1918-1933)                                       |
| FDP (Allemagne)       | <i>Freie demokratische Partei</i> , Parti libéral démocrate (1948...)   |
| FES                   | <i>Friedrich Ebert Stiftung</i> , Fondation Friedrich Ebert   |
| FJJ                   | Fondation Jean Jaurès   |
| FPÖ                   | <i>Freiheitliche Partei Österreichs</i> , Parti de la liberté d'Autriche (1956...)  |
| ILP (Grande-Bretagne) | <i>Independent Labour Party</i> , Parti travailliste indépendant (1893-1975)  |
| INI (Espagne)         | Institut national de l'industrie (1941-1995)  |
| IOS                   | Internationale ouvrière socialiste (1923-1940)  |
| IS                    | Internationale socialiste (1951...)   |
| LO                    | <i>Landsorganisationen i Sverige</i> , Organisation nationale de Suède (confédération des syndicats de salariés, 1898...) |
| LP                    | <i>Labour Party</i> , Parti travailliste (1906...)  |
| MFA (Portugal)        | Mouvement des forces armées (1974-1977)   |
| MRP (France)          | Mouvement républicain populaire (1944-1966)   |

|                 |  |
|-----------------|--|
| OURS            | Office universitaire de recherche socialiste (1969...)   |
| PASOK           | Mouvement socialiste panhellénique (1974...)   |
| PD (Italie)     | <i>Partito Democratico</i> , Parti démocrate (2007...).  |
| PDS (Allemagne) | <i>Partei des Demokratischen Sozialismus</i> , Parti du socialisme démocratique (1990-2007)                |
| PDS (Italie)    | <i>Partito Democratico della Sinistra</i> , Parti démocratique de la gauche (1991-1998)                    |
| POB             | Parti ouvrier belge (1885-1940)  |
| POF             | Parti ouvrier français (1882-1902)   |
| POS DR          | Parti ouvrier social-démocrate russe (1898-1918)   |
| PPS             | <i>Polska Partia Socjalistyczna</i> , Parti socialiste polonais (1892-1948)                                |
| PS (France)     | Parti socialiste (1969...)   |
| PSA (France)    | Parti socialiste autonome (1958-1960)  |
| PSB             | Parti socialiste belge (1945-1978)   |
| PSDI            | Parti social-démocrate italien (1952-1966, 1971-1998)  |
| PSE             | Parti socialiste européen (1992...)  |
| PSI             | <i>Partito Socialista Italiano</i> , Parti socialiste italien (1892-1994)                                  |
| PSLI            | <i>Partito Socialista dei Lavoratori Italiani</i> , Parti socialiste des travailleurs italiens (1947-1952) |
| PSOE            | <i>Partido Socialista Obrero Español</i> , Parti socialiste ouvrier espagnol (1879...)                     |
| PSOP (France)   | Parti socialiste ouvrier paysan (1938-1940), scission à gauche de la SFIO                                  |
| PSP             | Parti socialiste portugais (1973...)   |
| PSS             | Parti socialiste suisse (1888...)  |
| PSU (France)    | Parti socialiste unifié (1960-1990)  |
| PvdA (Pays-Bas) | <i>Partij van de Arbeid</i> , Parti du travail (1946...)   |
| RPF             | Rassemblement du peuple français, parti gaulliste (1947-1955)  |

|                   |  |
|-------------------|--|
| SAP (Suède)       | <i>Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti</i> , Parti social-démocrate suédois des travailleurs (1889...)   |
| SAPD (Allemagne)  | <i>Sozialdemokratische Arbeiterpartei Deutschlands</i> , parti social-démocrate des travailleurs d'Allemagne (1875-1890), ancêtre du SPD<br><i>Sozialistische Arbeiterpartei</i> , Parti socialiste des travailleurs (1931-1945), scission à gauche du SPD |
| SD (Danemark)     | <i>Socialdemokratiet</i> , Social-démocratie (1878...)   |
| SDAP (Pays-Bas)   | <i>Sociaal Democratische Arbeiders Partij</i> , Parti social-démocrate des ouvriers (1894-1946)  |
| SFIO              | Section française de l'Internationale ouvrière (1905-1969)   |
| SMER              | <i>Slovenska Socialna Demokracia</i> , Social-démocratie slovaque (1999...)  |
| SPD               | <i>Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i> , Parti social-démocrate d'Allemagne (1890...) ; de 1917 à 1922 : MSPD, <i>Mehrheits-SPD</i> , SPD majoritaire  |
| SPÖ               | <i>Sozialdemokratische Partei Österreichs</i> , Parti social-démocrate d'Autriche (1889...) ; un temps <i>Sozialistische Partei Österreichs</i> , Parti socialiste d'Autriche (1934-1991)  |
| TUC (Royaume-Uni) | <i>Trades Union Congress</i> , Congrès des syndicats (1868...)   |
| UPSCE             | Union des partis socialistes de la Communauté européenne (1974-1992)   |
| USPD              | <i>Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i> , Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (1917-1931)  |
| WASG              | <i>Wahlalternative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit</i> , Alternative électorale travail et justice sociale (2005-2007), scission à gauche du SPD  |
| YES               | <i>Young European Socialists</i> , Jeunes socialistes européens (1992...)  |

## *Notices biographiques*

ADLER, Friedrich ou Fritz (1879-1960), secrétaire de l'IOS (1923-1940).

ADLER, Viktor (1852-1918), père du précédent, dirigeant du Parti social-démocrate autrichien (1862-1918).

ALBARDA, Johan Willem (1877-1957), dirigeant du SDAP, ministre (1941-1942) du gouvernement néerlandais en exil.

ATTLEE, Clement (1883-1957), chef du *Labour Party* (1935-1955), Premier ministre du Royaume-Uni (1945-1951).

AURIOL, Vincent (1884-1966), député et dirigeant de la SFIO, président de la République française (1947-1954).

BAUER, Otto (1881-1938), théoricien social-démocrate, dirigeant du Parti autrichien (1918-1938).

BEBEL, August (1840-1913), président et figure centrale du SPD (1900-1913).

BERNSTEIN, Eduard (1850-1932), théoricien social-démocrate, député SPD.

BEVERIDGE, William (1879-1963), économiste, membre du Parti libéral britannique.

BISSOLATI, Leonida (1857-1920), socialiste réformiste italien, ministre (1917-1921).

BLAIR, Anthony (1953), chef du *Labour Party* (1994-2007), Premier ministre du Royaume-Uni (1997-2007).

BLUM, Léon (1872-1950), directeur du *Populaire* (1921-1940), président du Conseil (1936-1937, mars-avril 1938), président du gouvernement provisoire (1946-1947).

BONOMI, Ivanoe (1873-1951), socialiste réformiste italien, président du Conseil (1921-1922, 1944-1945).

BRANDT, Willy (né Herbert Frahm, 1913-1992), président du SPD (1964-1987), président de l'IS (1976-1992), chancelier fédéral d'Allemagne (1969-1974), prix Nobel de la paix (1971).

BRANTING, Hjalmar (1860-1925), chef du Parti social-démocrate (1907-1925), Premier ministre de Suède (1920, 1921-1923, 1924-1925), prix Nobel de la paix (1921).

BRIAND, Aristide (1862-1932), socialiste indépendant, ministre de l'Instruction publique (1906), des Affaires étrangères (1825-1932), plusieurs fois président du Conseil.

BROUSSE, Paul (1844-1912), dirigeant de la FTS (1880-1892), chef de file du courant « possibiliste » du socialisme français.

BUHL, Wilhelm (1881-1954), Premier ministre du Danemark (1945).

CALLAGHAN, James (1912-2005), chef du *Labour Party* (1976-1980), Premier ministre du Royaume-Uni (1976-1979).

CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre (1939), dirigeant du CERES, puis du Mouvement des citoyens.

COSTA, António (1961), secrétaire général du PSP (2014...), Premier ministre du Portugal (2015...).

CRAXI, Bettino (1934-2000), secrétaire national du PSI (1976-1993), président du Conseil italien (1983-1987).

CROSLAND, Anthony (1918-1977), député et intellectuel travailliste.

D'ALEMA, Massimo (1949), leader du PDS italien, président du Conseil (1998-2000).

DAVID, Eduard (1863-1930), chef de file du courant réformiste du SPD, ministre (1919-1920).

DÉAT, Marcel (1894-1955), chef de file du courant réformiste, puis des « néos » de la SFIO, figure de la collaboration.

DE MAN, Henri (1885-1953), théoricien socialiste, président du POB (1939-1940).

DUBČEK, Alexandre (1921-1992), dirigeant du PC tchécoslovaque (1968-1969), président du Parti social-démocrate slovaque (1992).

EBERT, Friedrich (1871-1925), président du SPD (1913-1919), chancelier (1918-1919) puis président du Reich (1919-1925).

ERLANDER, Tage (1901-1985), Premier ministre de Suède (1946-1969).

FREDERIKSEN, Mette (1977), présidente de la Social-démocratie danoise (2015...), Première ministre danoise (2019...).

GAITSKELL, Hugh (1906-1955), chef du *Labour Party* (1955-1963).

GONZÁLEZ, Felipe (1942), secrétaire général du PSOE (1974-1997), chef du gouvernement espagnol (1982-1996).

GUESDE, Jules (1845-1922), dirigeant du POF, député et théoricien socialiste.

HAASE, Hugo (1863-1919), social-démocrate et pacifiste allemand, vice-président du SPD (1911-1916).

HANSSON, Per Albin (1885-1946), chef du Parti social-démocrate (1925-1946), Premier ministre de Suède (1932-1946).

HARDIE, James Keir (1856-1915), fondateur de l'ILP, premier chef du *Labour Party* (1906-1908).

HARLEM BRUNDTLAND, Gro (1939), Première ministre de Norvège (1981, 1986-1989, 1990-1996).

HENDERSON, Arthur (1863-1935), secrétaire du *Labour Party* (1911-1934), prix Nobel de la paix (1934).

HERVÉ, Gustave (1871-1944), socialiste français, antimilitariste et antiparlementariste.

HILFERDING, Rudolf (1877-1941), théoricien social-démocrate autrichien puis allemand, ministre des Finances (1923, 1928).

HOLLANDE, François (1954), premier secrétaire du PS (1997-2008), président de la République française (2012-2017).

HYNDMAN, Henry (1842-1921), fondateur de la SDF britannique.

IGLESIAS, Pablo (1850-1925), fondateur et premier député du PSOE.

JAURÈS, Jean (1859-1914), député, dirigeant de la SFIO et théoricien socialiste.

JOSPIN, Lionel (1937), premier secrétaire du PS (1981-1988, 1995-1997), Premier ministre français (1997-2002).

KAUTSKY, Karl (1854-1938), théoricien marxiste, dirigeant du SPD.

LAFARGUE, Paul (1842-1911), gendre de Marx, dirigeant du POF puis de la SFIO.

LAFONTAINE, Oskar (1943), président du SPD (1995-1999), cofondateur de *Die Linke* (2007).

LARGO CABALLERO, Francisco (1869-1946), dirigeant du PSOE, président du Conseil (1936-1937).

LASSALLE, Ferdinand (1825-1864), pionnier du socialisme en Allemagne.

LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, *dit*, 1870-1924), dirigeant du POSDR et de sa fraction « bolchevique ».

LIEBKNECHT, Karl (1871-1919), président de la Fédération internationale des jeunes socialistes (1907-1914), fondateur de la Ligue spartakiste (1915).

LIEBKNECHT, Wilhelm (1826-1900), père du précédent, cofondateur du SPD.

LONGUET, Jean (1876-1938), petit-fils de Marx, dirigeant de la SFIO.

LUXEMBURG, Rosa (1871-1919), théoricienne marxiste, fondatrice de la Ligue spartakiste.

MACDONALD, Ramsay (1866-1937), chef du *Labour Party* (1911-1931), Premier ministre du Royaume-Uni (1924, 1929-1935).

MATTEOTTI, Giacomo (1885-1924), député socialiste italien, victime du fascisme.

MAUROY, Pierre (1928-2013), président de l'IS (1992-1999), premier secrétaire du PS (1988-1992), Premier ministre français (1981-1984).

MILLERAND, Alexandre (1859-1943), socialiste indépendant, ministre du Commerce et de l'Industrie (1899-1902), président de la République française (1920-1924).

MITTERRAND, François (1916-1996), premier secrétaire du PS (1971-1981), président de la République française (1981-1995).

MOLLET, Guy (1905-1975), secrétaire général de la SFIO (1946-1969), président du Conseil (1956-1957).

MOSLEY, Oswald (1896-1980), militant puis ministre du *Labour Party* (1924-1930), fondateur de la *British Union of Fascists* (1932).

MÜLLER, Hermann (1876-1931), chancelier du Reich (1920, 1928-1930)

MYRDAL, Alva (1902-1986) et Gunnar (1898-1987), universitaires, théoriciens de la social-démocratie suédoise.

NENNI, Pietro (1891-1980), secrétaire du PSI (1949-1963), vice-président du Conseil des ministres italien (1963-1968).

NYGAARDSVOLD, Johan (1879-1952), Premier ministre de Norvège (1935-1945).

OLLENHAUER, Erich (1901-1963), président du SPD (1952-1963).

PALME, Olof (1927-1986), chef du Parti social-démocrate (1968-1986), Premier ministre suédois (1969-1976, 1982-1986).

PANKHURST, Emmeline (1858-1928), féministe britannique.

PAPANDRÉOU, Andréas (1919-1996), président du PASOK (1974-1996), Premier ministre grec (1981-1989, 1993-1996).

PAPANDRÉOU, Giorgos (1952), Premier ministre grec (2009-2011), président de l'Internationale socialiste (2006-2022).

PELLETIER, Madeleine (1874-1939), féministe et socialiste française.

PERSSON, Göran (1948), chef du parti social-démocrate (1996-2007), Premier ministre suédois (1996-2006).

PERTINI, Sandro (1896-1990), antifasciste, résistant, président de la République italienne (1978-1985).

PIŁSUDSKI, Józef (1867-1935), socialiste polonais, président de la République (1918-1922).

PIVERT, Marceau (1895-1958), dirigeant de la tendance révolutionnaire de la SFIO, fondateur du PSOP (1938).

PRESSENSÉ, Francis de (1853-1914), député socialiste, président de la Ligue des droits de l'Homme (1903-1914).

RAKOVSKI, Kristian (1873-1941), fondateur du socialisme roumain, puis dirigeant communiste.

RENNER, Karl (1870-1950), chancelier (1918-1920), puis président fédéral (1945-1950) de l'Autriche.

ROCARD, Michel (1930-2016), dirigeant du PSU, premier secrétaire du PS (1993-1994), Premier ministre français (1988-1991).

SÁNCHEZ, Pedro (1972), secrétaire général du PSOE (2017), président de l'IS (2022...), chef du gouvernement espagnol (2018-2023).

SARAGAT, Giuseppe (1898-1988), dirigeant du PSDI (1950-1966), président de la République italienne (1964-1971).

SCHEIDEMANN, Philipp (1865-1939), chancelier social-démocrate d'Allemagne (1919).

SCHILLER, Karl (1911-1994), ministre social-démocrate de l'Économie (1966-1972).

SCHRÖDER, Gerhard (1944), président du SPD (1999-2004), chancelier fédéral d'Allemagne (1998-2005).

SCHUMACHER, Kurt (1895-1952), déporté à Dachau (1933-1943), président du SPD (1946-1952).

SIMÍTIS, Kóstas (1936), président du PASOK (1996-2004), Premier ministre grec (1996-2004).

SOARES, Mário (1924-2017), président du PSP, Premier ministre du Portugal (1976-1978, 1983-1985), président de la République (1986-1996).

SÓCRATES, José (1957), secrétaire général du PSP (2004-2011), Premier ministre du Portugal (2005-2011).

SPAACK, Paul-Henri (1899-1972), Premier ministre belge (1938-1939, 1947-1949).

STAUNING, Thorvald (1873-1942), président du Parti social-démocrate danois (1910-1939), Premier ministre du Danemark (1929-1942).

TARNOW, Fritz (1880-1951), syndicaliste et parlementaire du SPD, coauteur d'un plan de relance de l'économie.

THOMAS, Albert (1876-1932), théoricien socialiste, député SFIO, ministre de l'Armement (1916-1917).

TROTSKI, Léon (1879-1940), militant social-démocrate puis dirigeant communiste russe.

TURATI, Filippo (1857-1932), dirigeant socialiste italien, chef de file du courant réformiste.

TUSAR, Vlastimil (1880-1924), dirigeant du CSSD, Premier ministre de Tchécoslovaquie (1919-1920).

VAILLANT, Édouard (1840-1915), communard, dirigeant du PSR puis de la SFIO.

VANDERVELDE, Émile (1866-1938), président de l'IOS (1928-1940), président du POB (1933-1938).

VAN KOL Hubertus (1852-1925), socialiste néerlandais, spécialiste des questions coloniales.

VIVIANI, René (1863-1925), socialiste indépendant, ministre du Travail (1909-1910), président du Conseil (1914-1915).

WEBB, Beatrice (1858-1943) et Sidney (1859-1947), théoriciens socialistes britanniques, membres de la *Fabian Society*.

WEBER, Henri (1944-2020), dirigeant et théoricien du PS.

WEHNER, Herbert (1906-1990), dirigeant communiste, puis social-démocrate allemand.

WILSON, Harold (1916-1995), chef du *Labour Party* (1963-1976), Premier ministre du Royaume-Uni (1964-1970, 1974-1976).

ZAPATERO, José Luis (1960), secrétaire général du PSOE (2000-2012), chef du gouvernement espagnol (2004-2011).

ZETKIN, Clara (1857-1933), militante sociale-démocrate et féministe, présidente de l'Internationale des femmes socialistes (1907-1917).

*Tableau I*

# LES PARTIS SOCIALISTES EN 1914

| États européens en 1914 | Nom du parti en 1914                                   | Date de fondation            | Nombre d'adhérents (1914)                                      | Nom actuel (2023)                                 |
|-------------------------|--|------------------------------|--|---|
| Allemagne               | SPD <i>Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i>     | 1875                         | 1 085 905  | SPD   |
| Autriche-Hongrie        | SDAP <i>Sozialdemokratische Arbeiterpartei</i>         | 1 <sup>er</sup> janvier 1889 | 146 000 (parti allemand d'Autriche)<br>130 000 (parti tchèque) | SPÖ <i>Sozialdemokratische Partei Österreichs</i> |
|                         | SzDP Parti social-démocrate hongrois                   | 1890                         | 107 000  |   |
| Belgique                | POB Parti ouvrier belge                                | 5 avril 1885                 | 600 000  | Parti socialiste (1978)<br><i>Vooruit</i> (2021)  |
| Bulgarie                | BRSDP Parti social-démocrate des travailleurs bulgares | juillet 1894                 | quelques milliers  | BSP (1990)  |
| Danemark                | Parti social-démocrate                                 | 1878                         | 57 000   | SD  |
| Espagne                 | PSOE <i>Partido Socialista Obrero Español</i>          | 2 mai 1879                   | 15 000   | PSOE  |
| France                  | SFIO Section française de l'Internationale ouvrière    | 1905                         | 93 218   | PS (1969)   |
| Grèce                   | Fédération socialiste ouvrière de Salonique            | 1915                         |  | PASOK (1974)                                      |
| Italie                  | PSI <i>Partito Socialista Italiano</i>                 | 14 août 1892                 | 25 000 (1912)  | <i>Partito Democratico</i> (PD, 2007)             |

|             |   |                 |   | <i>Nuovo PSI (2001)</i>                              |
|-------------|---|-----------------|---|--|
| Norvège     | DNA <i>Det Norske Arbeiderparti</i>   | 21 août 1887    | 53 800  | DNA  |
| Pays-Bas    | SDB   | 1881            | 25 609  | PvdA<br><i>Partij van de Arbeid</i><br>(1946)        |
|             | SDAP <i>Sociaal Democratische Arbeiders Partij</i>                                | 1894            |   |  |
| Portugal    | PSP <i>Partido Socialista Português</i>   | 1875            |   | PSP (1973)   |
| Roumanie    | PSDMR Parti social-démocrate ouvrier de Roumanie                                  | 1893            | 1 000 ?   | PSD (2001)   |
|             | PSDR Parti social-démocrate de Roumanie   | 1910            |   |  |
| Royaume-Uni | <i>Labour Representation Committee</i>  | 1900            | 1 612 00<br>(avec les<br>syndicats)             | <i>New Labour</i> (1994-2010)<br><i>Labour Party</i> |
|             | <i>Labour Party</i>   | 1906            |   |  |
| Russie      | POSDR<br>Parti ouvrier social-démocrate russe                                     | mars 1898       | quelques<br>milliers pour les<br>deux fractions |  |
| Serbie      | SSDP<br>Parti social-démocrate de Serbie  | juillet 1903    | environ 3 000                                   | Parti démocrate<br>(1989)                            |
| Suède       | SAP <i>Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti</i>                              | 23 avril 1889   | 84 410  | SAP  |
| Suisse      | PSS/SPS<br>Parti socialiste suisse/ <i>Sozialdemokratische Partei der Schweiz</i> | 21 octobre 1888 | 29 585  | PSS/SPS  |

*Tableau II*

# RÉSULTATS ÉLECTORAUX DES PARTIS SOCIALISTES AVANT 1914

| Pays<br>Partis               | Entrée au Parlement<br>Nombre de députés/total des députés<br>% des suffrages exprimés          | Dernier scrutin avant la guerre<br>Nombre de députés socialistes/total<br>des députés<br>% des suffrages exprimés | Date du<br>suffrage<br>universel<br>masculin  |
|------------------------------|---|---|---|
| Allemagne<br>SPD             | 3 mars 1871<br>2/382<br>3,2 % (124 000)   | 12 janvier 1912<br>110/397<br>34,8 % (4 250 000)  | 1871  |
| Autriche-<br>Hongrie<br>SDAP | mars 1897<br>Cisleithanie (seulement la composante<br>allemande)<br>14/185<br>23,13 % (245 000) | juin/juillet 1911<br>Cisleithanie<br>86 (dont 49 Autrichiens)/516   | 1906 en<br>Cisleithanie<br>1918 en<br>Hongrie |
| Belgique POB                 | 14 octobre 1894<br>27/152<br>18,36 % (301 940)  | 24 mai 1914<br>32/186<br>30,3 % (404 701)   | 1893  |
| Bulgarie<br>BRSDP            | 25 avril 1899<br>4/169<br>3,5 %   | 23 février 1914<br>10/245 et 5,9 % (fraction « large »)<br>11/245 et 5,7 % (fraction « étroite »)                 | 1879  |
| Danemark SD                  | 25 juin 1884<br>2/102<br>4,93 %   | 20 mai 1913<br>32/114<br>29,6 % (107 365)   | 1910  |
| Espagne<br>PSOE              | 8 mai 1910<br>1/404   | 8 mars 1914<br>1/408  | 1890  |
| France SFIO<br>(après 1905)  | septembre/octobre 1889<br>13/576<br>2,1 % (167 000)   | 26 avril/10 mai 1914<br>89/601<br>15,7 % (1 326 927)  | 1848  |

|   |   |   |      |
|---|---|---|------|
| Grèce<br>Fédération<br>socialiste<br>ouvrière de<br>Salonique | mai 1915<br>2/316                                 |   | 1844 |
| Italie<br>PSI   | 26 mai 1895<br>15/508<br>6,77 %                   | 25 octobre/2 novembre 1913<br>52/508<br>17,62 % (883 409) | 1912 |
| Norvège DNA   | août/septembre 1903<br>5/117<br>9,7 % (22 948)    | 21 octobre 1912<br>23/123<br>26,3 % (128 455)             | 1898 |
| Pays-Bas<br>SDAP  | 15 juin 1897<br>2/100<br>3 % (12 312)             | 17 & 25 juin 1913<br>17/100<br>18,5 % (142 185)           | 1896 |
| Portugal PSP  | 28 mai 1911 (assemblée constituante)<br>2/234     | 16 novembre 1913<br>2/153                                 | 1910 |
| Roumanie<br>PSDR  | pas d'élus  |   | 1918 |
| Royaume-Uni<br>LP   | septembre-octobre 1900<br>2/670<br>0,3 % (41 900) | décembre 1910<br>42/670<br>7,1 % (371 802)                | 1918 |
| Russie<br>POSDR   | mars-avril 1906<br>18/478                         | septembre 1912<br>14/434                                  | 1917 |
| Serbie SSDP   | 21 septembre 1903<br>1/160<br>0,99 % (2 667)      | 1 <sup>er</sup> avril 1912<br>2/166<br>5,37 % (24 665)    | 1903 |
| Suède SAP   | septembre 1902<br>4/230<br>3,5 % (6 321)          | 27 mars/19 avril 1914<br>73/230<br>30,1 % (228 712)       | 1909 |
| Suisse PSS  | 26 octobre 1890<br>1/147<br>3,6 %                 | 29 octobre 1911<br>15/189<br>20 %                         | 1848 |

*Tableau III*

# LES SOCIALISTES AU GOUVERNEMENT (1918-1940)

| Pays où les socialistes entrent dans des gouvernements | Dates de passage au gouvernement  | Type de gouvernement   | Chefs de gouvernement socialistes   | Meilleur et pire résultat électoral de 1918 à 1939            |
|--|---|--|---|---|
| Allemagne  | novembre 1918- mars 1920 ; mai-octobre 1921 ; août- octobre 1923 ; juin 1928- mars 1930 | gouvernements de la « coalition de Weimar » avec le <i>Zentrum</i> , le DDP ( <i>Deutsche Demokratische Partei</i> ) et le DVP ( <i>Deutsche Volkspartei</i> ) | <i>Friedrich Ebert</i> (novembre 1918- février 1919)<br><i>Philipp Scheidemann</i> (février-juin 1919)<br><i>Hermann Müller</i> (mars-juin 1920 ; juin 1928- mars 1930) | 37,9 % (constituante, février 1919)<br>20,4 % (novembre 1932) |
| Autriche   | octobre 1918- juillet 1920  | coalition avec le parti chrétien-social  | <i>Karl Renner</i> (1918- 1920)   | 40,7 % (1919)<br>41,14 % (1930)                               |
| Belgique   | 1918-1921<br>1925-1927<br>1935-1939   | coalition avec les partis catholique et libéral  | <i>Paul-Henri Spaak</i> (mai 1938- février 1939)  | 39,4 % (avril 1925)<br>29,4 % (1939)                          |
| Danemark   | avril 1924- décembre 1926 ; avril 1929- mai 1942  | gouvernement social-démocrate homogène (1924- 1926) ; coalition avec les radicaux (1929- 1939)   | <i>Thorvald Stauning</i> (1924-1926, 1929- 1942)  | 29,3 % (avril 1920)<br>46,1 % (octobre 1935)                  |
| Espagne  | 1931-1933   | coalition avec la gauche républicaine  |   | 24,5 % (constituante, juin 1931)                              |

|                 |  |   |   |   |
|-----------------|--|---|---|---|
|                 | 1936-1939                                      | gouvernements de <i>Frente popular</i> (1936-1939) avec la gauche républicaine et les communistes | <i>Francisco Largo Caballero</i> (septembre 1936-mai 1937) ;<br><i>Juan Negrin</i> (mai 1937-mars 1939) | 39,6 % (Front populaire, février 1936)            |
| Finlande        | 1926-1927                                      | gouvernement social-démocrate homogène  | <i>Väinö Tanner</i> (décembre 1926-décembre 1927)   | 25 % (1922)<br>39,7 % (1939)                      |
| France          | juin 1936-juin 1937 ;<br>mars-avril 1938       | gouvernements de Front populaire avec les radicaux  | <i>Léon Blum</i> (1936-1937 ; mars-avril 1938)  | 18,05 % (avril 1928)<br>19,18 % (avril 1936)      |
| Norvège         | janvier-février 1928 ;<br>1935-1945            | gouvernements sociaux-démocrates homogènes avec le soutien des agrariens                          | <i>Christopher Hornsrud</i> (janvier-février 1928)<br><i>Johan Nygaardsvoll</i> (1935-1945)             | 21,23 % (1921)<br>42,5 % (octobre 1936)           |
| Royaume-Uni     | janvier-novembre 1924 ;<br>juin 1929-août 1931 | gouvernements travaillistes homogènes avec le soutien des libéraux                                | <i>Ramsay MacDonald</i>   | 21,5 % (décembre 1918)<br>37,1 % (mai 1929)       |
| Suède           | septembre 1932-juin 1946                       | coalition avec les agrariens  | <i>Hjalmar Branting</i> (1920, 1921-1923, 1924-1925)<br><i>Per Albin Hansson</i> (1932-1946)            | 36 % (septembre 1920)<br>45,79 % (septembre 1936) |
| Tchécoslovaquie | 1919-1920<br>1930-1938                         | coalitions avec les agrariens et les socialistes nationaux  | <i>Vlastimil Tusar</i> (1919-1920)  | 25,7 % (constituante, avril 1919)                 |

*Tableau IV*

# LES SCRUTINS DE LA LIBÉRATION

| Scrutins<br>1944-1947 | Date du premier scrutin<br>d'après-guerre, résultat<br>socialiste en hausse (+)<br>ou en baisse (-) | Dispositif gouvernemental<br>intégrant les socialistes                 | Chefs de gouvernement socialistes  |
|-----------------------|---|--|--|
| Autriche              | 25 novembre 1945<br>SPÖ 44,6 % (+)  | Coalition de « grande<br>alliance » (1945-1947)<br>puis « rouge-noir » | Karl Renner (avril-décembre 1945)  |
| Belgique              | 17 février 1946<br>PSB 31,57 % (+)  | Coalition de « grande<br>alliance »                                    | Achille Van Acker (mars-août 1946)<br>Camille Huysmans (août 1946-<br>mars 1947)<br>Paul-Henri Spaak (mars 1947-<br>août 1949) |
| Danemark              | 30 octobre 1945<br>SD 32,78 % (-)   | Coalition de « grande<br>alliance »                                    | Vilhelm Buhl (1945)  |
| Finlande              | 18 mars 1945<br>SDP 25,08 % (-)   | Union nationale  |  |
| France                | 21 octobre 1945<br>SFIO 23,45 % (+)   | Coalition de « grande<br>alliance »                                    | Léon Blum (décembre 1946-<br>janvier 1947)<br>Paul Ramadier (janvier-<br>novembre 1947)  |
| Italie                | 2 juin 1946<br>PSI (20,68 %)  | Coalition de « grande<br>alliance »                                    |  |
| Norvège               | 8 octobre 1945<br>DNA 41 % (-)  | gouvernement social-<br>démocrate homogène                             | Einar Gerhardsen (1945-1951)   |
| Pays-Bas              | 17 mai 1946<br>28,3 % (+)   | Coalition « rouge-noir »   | Willem Drees (1948-1958)   |

|             |                                     |  |                               |
|-------------|-------------------------------------|--|-------------------------------|
| Royaume-Uni | 5 juillet 1945<br>LP 47,8 % (+)     | gouvernement travailliste<br>homogène      | Clement Attlee (1945-1950)    |
| Suède       | 17 septembre 1944<br>SAP 46,5 % (-) | gouvernement social-<br>démocrate homogène | Per Albin Hansson (1932-1946) |
| Suisse      | 26 octobre 1947<br>PSS 26,2 % (-)   | Union nationale                            |                               |

*Tableau V*

# APOGÉE DES SOCIAL-DÉMOCRATIES

| Principaux pays de social-démocratie | Participation au gouvernement | Chefs de gouvernement                         | Meilleur et pire résultat électoral | Principales réalisations  |
|--------------------------------------|-------------------------------|---|-------------------------------------|---|
| Allemagne                            | 1966-1969                     | <i>Willy Brandt</i> (1969-1974)               | 29,2 % (1949)                       | <i>Ostpolitik</i><br><i>Mitbestimmung</i><br>libéralisation<br>sociétale                                    |
|                                      | 1969-1982                     | <i>Helmut Schmidt</i> (1974-1982)             | 45,8 % (1972)                       |   |
| Autriche                             | 1945-1966                     | <i>Bruno Kreisky</i> (1970-1983)              | 51 % (1979)                         | nationalisations<br><i>Sozialpartnerschaft</i><br>neutralité active<br>libéralisation<br>sociétale          |
|                                      | 1970-1983                     |   | 43 % (1986)                         |   |
| Danemark                             | 1947-1968<br>1971-1973        | <i>Hans Hedtoft</i> (1947-1950,               | 42,1 % (1960)                       | compromis social<br>libéralisation<br>sociétale<br>adhésion à la<br>Communauté<br>européenne (1972)         |
|                                      |                               | 1953-1955)                                    | 25,6 % (1973)                       |   |
|                                      |                               | <i>Hans-Christian Hansen</i> (1955-1960)      |                                     |   |
|                                      |                               | <i>Viggo Kampmann</i> (1960-1962)             |                                     |   |
|                                      |                               | <i>Jens Otto Krag</i> (1962-1968, 1971-1972)  |                                     |   |
| <i>Anker Jørgensen</i> (1972-1973)   |                               |   |                                     |   |
| Norvège                              | 1945-1965<br>1971-1981        | <i>Einar Gerhardsen</i> (1945-1951,           | 48,3 %                              | compromis social<br>libéralisation<br>sociétale<br>gestion efficace de<br>la rente gazière et<br>pétrolière |
|                                      |                               | 1955-1963, 1963-1965)                         | (octobre 1957)                      |   |
|                                      |                               | <i>Oscar Torp</i> (1951-1955)                 | 35,3 % (1973)                       |   |
|                                      |                               | <i>Trygve Bratelli</i> (1971-1972, 1973-1976) |                                     |   |
|                                      |                               | <i>Odvar Nordli</i> (1976-1981)               |                                     |   |
| Royaume-Uni                          | 1945-1951                     | <i>Clement Attlee</i> (1945-1951)             | 48,8 %                              | nationalisations<br>National Health<br>Service (1945-1950)  |
|                                      | 1964-1970                     | <i>Harold Wilson</i> (1964-1970,              | (octobre 1951)                      |   |
|                                      | 1974-1979                     | 1974-1976)                                    | 36,9 % (mai 1979)                   |   |

|       |           |  |                            |  |
|-------|-----------|--|----------------------------|--|
|       |           | <i>James Callaghan</i> (1976-1979)       |                            | libéralisation<br>sociétale                          |
| Suède | 1932-1976 | <i>Tage Erlander</i> (1946-1969)         | 50,1 % (1968)              | économie concertée                                   |
|       | 1982-1986 | <i>Olof Palme</i> (1969-1976, 1982-1986) | 42,8 %<br>(septembre 1976) | « neutralité active »<br>libéralisation<br>sociétale |

*Tableau VI*

# LES PARTIS SOCIALISTES D'EUROPE DU SUD

| Pays concernés 1945-1996 | Participations gouvernementales   | <i>Chefs de gouvernement</i> (PM) et <b>présidents de la République</b> (PR)   | Meilleur et pire résultat électoral  | Principales réalisations  |
|--------------------------|---|--|--|---|
| Espagne (PSOE)           | 1982-1996   | <i>Felipe González</i> (PM 1982-1996)  | 29,3 % (1977)<br>48,1 % (1982)   | adhésion à la CEE (1986)<br>modernisation de l'économie et de la société  |
| France (SFIO, PS)        | 1945-1951 (3 <sup>e</sup> force)<br>1956-1957<br>1957-1959 (coalitions)<br><br>1981-1986<br>1988-1993 | <b>Vincent Auriol</b> (PR 1947-1954)<br><i>Léon Blum</i> (1946-1947)<br><i>Paul Ramadier</i> (1947)<br><i>Guy Mollet</i> (1956-1957)<br><b>François Mitterrand</b> (PR 1981-1995)<br><i>Pierre Mauroy</i> (PM 1981-1984)<br><i>Laurent Fabius</i> (PM 1984-1986)<br><i>Michel Rocard</i> (PM 1988-1991)<br><i>Édith Cresson</i> (PM 1991-1992)<br><i>Pierre Bérégovoy</i> (PM 1992-1993) | 23,8 % (SFIO, 1945)<br>12,4 % (SFIO 1962)<br><br>37,7 % (PS juin 1981)<br>18,4 % (PS 1993) | traité de Rome (1957)<br>mesures sociales (1981)<br>nationalisations (1981)<br>abolition de la peine de mort (1981)<br>décentralisation (1982)<br>Acte unique européen (1986) |
| Grèce (PASOK)            | 1981-1989<br>1993-2004  | <i>Andréas Papandréou</i> (PM 1981-1989 et 1993-1996)<br><i>Kóstas Simítis</i> (PM 1996-2004)  | 13,58 % (1974)<br>48,17 % (1981)   | <i>Welfare State</i><br>IVG<br>nationalisations<br>réhabilitation des résistants  |
| Italie (PSDI, PSI)       | 1947-1950,<br>1950-1954 (PSDI)<br>1963-1974 (PSI, PSDI)   | <b>Giuseppe Saragat</b> (PR 1964-1971)<br><b>Sandro Pertini</b> (PR 1978, 1985)  | 14,3 % (1987)<br>2,2 % (1994)  | nouveau concordat (1984)<br>suppression de l'échelle mobile des   |

|                   |   |  |                  |                                |
|-------------------|---|--|------------------|--------------------------------|
|                   | 1983-1987 (PSI)                           | <i>Bettino Craxi</i> (PM 1983-1987)                                    |                  | salaires (1985)                |
| Portugal<br>(PSP) | 1974-1975<br>(gouvernement<br>provisoire) | <b>Mário Sáares</b> (PR 1986-1996 ;<br><i>PM</i> 1976-1978, 1983-1985) | 37,8 %<br>(1975) | adhésion à la CEE<br>(1986)    |
|                   | 1976-1978                                 | <i>António Guterres</i> (PM 1995-<br>2001)                             | 20,7 %<br>(1985) | modernisation de la<br>société |
|                   | 1983-1985                                 |  |                  |                                |
|                   | 1995-2001                                 |  |                  |                                |

## *Bibliographie indicative*

Cette bibliographie, sélective, ne présente que les ouvrages jugés parmi les plus importants et les plus accessibles. On trouvera dans les notes en fin de volume une recension complète des livres et articles utilisés. Sauf mention contraire, tous les titres sont publiés à Paris.

### MÉMOIRES, ÉCRITS DE MILITANTS ET DE DIRIGEANTS SOCIALISTES

ATTLEE, Clement, *As it Happened*, Londres, William Heinemann, 1954.

BERNSTEIN, Eduard, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, Stuttgart, Dietz, 1899 ; trad. française : *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, réédit. Les Nuits rouges, 2010.

BLAIR, Tony, *A Journey. My Political Life*, Londres, Random House, 2010 ; trad. française : *Mémoires*, Flammarion, 2010.

- BLUM, Léon, *Le congrès de Tours. Le socialisme à la croisée des chemins 1919-1920*, Gallimard, coll. Folio histoire, 2020.
- BLUM, Léon, *L'Œuvre de Léon Blum, 1891-1950*, neuf tomes, Albin Michel, 1954-1972.
- BLUM, Léon, *À l'échelle humaine*, Gallimard, 1945.
- BRANDT, Willy, *Gemeinsame Sicherheit. Internationale Beziehungen und deutsche Frage, 1982-1992, Berliner Ausgabe*, vol. 10, Bonn, Dietz, 2009.
- BRANDT, Willy, *Hitler ist nicht Deutschland. Jugend in Lübeck. Exil in Norwegen, 1928-1940, Berliner Ausgabe*, vol. 1, Bonn, Dietz, 2002.
- BRANDT, Willy, *Zwei Vaterländer. Deutsch-Norweger im schwedischen Exil, Rückkehr nach Deutschland, 1940-1947, Berliner Ausgabe*, vol. 2, Bonn, Dietz, 2000.
- BRANDT, Willy, *Erinnerungen*, Berlin, Ullstein, 1989 ; trad. française : *Mémoires*, Albin Michel, 1990.
- BRANDT, Willy, KREISKY, Bruno, PALME, Olaf, *Briefe und Gespräche*, Francfort, Europäische Verlagsanstalt, 1975 ; trad. française : *La Social-Démocratie et l'avenir*, Gallimard, coll. Idées, 1976.
- CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera. Mémoires*, Robert Laffont, 2020.
- CROSLAND, Anthony, *Future of Socialism*, Londres, Jonathan Cape, 1951.
- CROSSMAN, Richard, CROSLAND, Anthony *et alii*, *L'Avenir du travaillisme. Nouveaux essais fabiens*, Les Éditions ouvrières, 1954.

- DE MAN, Henri, *Après coup. Mémoires*, Bruxelles, La Toison d'or ; Presses universitaires de France, 1941.
- DE MAN, Henri, *L'Idée socialiste*, Grasset, 1935.
- GIDDENS, Anthony, BLAIR, Tony, *La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Le Seuil, 2002.
- GOULD, Philip, *The Unfinished Revolution. How New Labour Changed British Politics for Ever*, Londres, Abacus, 2011.
- JAURÈS, Jean, *Œuvres de Jean Jaurès*, quatorze volumes parus, Fayard, 2009-2023.
- JAURÈS, Jean, *Rallumer tous les soleils*, textes choisis et présentés par Jean-Pierre Rioux, Omnibus, 2006.
- KAUTSKY, Karl, *Das Erfurter Programm in seinem grundsätzlichen Teil erläutert*, Stuttgart, Dietz, 1892 ; trad. française : *Le Programme socialiste*, Pantin, Les Bons Caractères, 2004.
- KAUTSKY, Karl, *Le Bolchevisme dans l'impasse*, PUF, 1985.
- KREISKY, Bruno, *Zwischen den Zeiten. Erinnerungen aus fünf Jahrzehnten*, Berlin, Siedler, 1986.
- KREISKY, Bruno, *L'Autriche entre l'Est et l'Ouest. Réflexions d'un social-démocrate*, Stock, 1979.
- LAFONTAINE, Oskar, *Das Herz schlägt links*, Munich, Econ, 1999 ; trad. française : *Le cœur bat à gauche*, Michel Lafon, 1990.
- LARGO CABALLERO, Francisco, *Escritos de la República. Notas históricas de la guerra en España, 1917-1940*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 1985.
- LÉVY, Louis, *Vieilles histoires socialistes* (1933), Bruno Leprince, coll. Encyclopédie du socialisme, 2003.
- LUXEMBURG, Rosa, *Le But final. Textes politiques*, Spartacus, 2016.

- LUXEMBURG, Rosa, *La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916), Œuvres complètes*, t. IV, Marseille, Agone ; Toulouse, Smolny, 2014.
- MARX, Karl, ENGELS, Friedrich, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions sociales, coll. Classiques du marxisme, 1972.
- MOLLET, Guy, *Textes choisis. Le socialiste et le républicain, 1945-1975*, Bruno Leprince, 1995.
- PALME, Olof, *Le Rendez-Vous suédois. Conversations avec Serge Richard*, Stock, 1976.
- POPP, Adelheid, *Jeunesse d'une ouvrière*, Pantin, Les Bons Caractères, 2016.
- ROCARD, Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, Robert Laffont, 2003.
- SCHMIDT, Helmut, *Weggefährten. Erinnerungen und Reflexionen*, Berlin, Siedler, 1996.
- SCHRÖDER, Gerhard, *Entscheidungen. Mein Leben in der Politik*, Hambourg, Hoffman und Campe, 2006 ; trad. française : *Ma vie et la politique*, Odile Jacob, 2006.
- SOARES, [Mário](#), *Portugal : état d'urgence*, La Différence, 2013.
- SOARES, [Mário](#), [Mário](#) Soares. *Entretien avec Dominique Pouchin*, Flammarion, 2002.
- SOARES, [Mário](#), *Portugal : quelle révolution ? Entretiens avec Dominique Pouchin*, Calmann-Lévy, 1976.
- SPAACK, Paul-Henri, *Combats inachevés*, Fayard, 1972.
- TROTSKI, Léon, *Ma vie*, Gallimard, coll. Folio, 1973.

VANDERVELDE, Émile, *Souvenirs d'un militant socialiste*, Denoël, 1939.

ZETKIN, Clara, *Batailles pour les femmes*, Éditions sociales, 1980.

#### ÉTUDES GÉNÉRALES

BERGOUNIOUX, Alain, MANIN, Bernard, *Le Régime social-démocrate*, PUF, coll. Recherches politiques, 1989.

BERGOUNIOUX, Alain, GRUNBERG, Gérard, *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions de Fallois, 1995.

COHEN, Daniel, BERGOUNIOUX, Alain (dir.), *Le Socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Fayard-Fondation Jean Jaurès, 2012.

CONORD, Fabien, *Les Gauches européennes au XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, 2012.

DELWIT, Pascal, « “This is the final fall”. An Electoral History of European Social Democracy (1870-2019) », *CEVIPOL Working Papers*, vol. 1, n<sup>o</sup> 1, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 2021.

DELWIT, Pascal, *Les Gauches radicales en Europe XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2016.

DEVIN, Guillaume, *L'Internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

DREYFUS Michel, *L'Europe des socialistes*, Bruxelles, Complexe, 1992.

DROZ, Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme*, quatre volumes, PUF, 1972-1978, rééd. coll. Quadrige, 1997.

- DUCANGE, Jean-Numa, KEUCHEYAN, Razmig, ROZA, Stéphanie, *Histoire globale des socialismes XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, PUF, 2021.
- DURKHEIM, Émile, *Le Socialisme. Sa définition, ses débuts, la doctrine saint-simonienne*, PUF, 2011 (1928).
- FEJTÖ, François, *La Social-Démocratie quand même. Un demi-siècle d'expériences réformistes*, Robert Laffont, 1980.
- FULLA, Mathieu, LAZAR, Marc, *Les Socialistes européens et l'État, XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle. Une histoire transnationale et comparée*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube ; Fondation Jean Jaurès, 2021.
- FULLA, Mathieu, LAZAR, Marc, *European Socialists and State in Twentieth and Twenty-First Centuries*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020.
- GORCE, Gaëtan, *L'Avenir d'une idée. Une histoire du socialisme*, Fayard, 2011.
- HALÉVY, Élie, *Histoire du socialisme européen*, Gallimard, (1948), coll. Tel, 2006.
- IMLAY, Talbot Charles, *The Practice of Socialist Internationalism. European Socialists and International Politics, 1914-1960*, Oxford, Oxford University Press, 2018.
- KRIEGEL, Annie, *Le Pain et les Roses : jalons pour une histoire des socialismes*, PUF, 1973 (édition abrégée).
- LAZAR, Marc (dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, PUF, 1996.
- MOSCHONAS, Gerassimos, *La Social-Démocratie de 1945 à nos jours*, Montchrestien, 1994.

SASSOON, Donald, *One Hundred Years of Socialism. The West European Left in the Twentieth Century*, Londres, New York, Tauris, 1996.

VAN DER LINDEN, Marcel (dir.), *The Cambridge History of Socialism*, deux volumes, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

VIGREUX, Jean, WOLIKOW, Serge (dir.), *Rouge et rose, deux siècles de socialismes européens*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2007.

#### RECUEILS DE DOCUMENTS, DICTIONNAIRES

BERGOUNIOUX, Alain, *Déclarations de principes socialistes 1905-2008*, Bruno Leprince, « Encyclopédie du socialisme », 2008.

BUSCHAK, Willy, *Arbeiterbewegung in Europa im frühen 20. Jahrhundert*, Essen, Klartext, 2018.

CANTO-SPERBER, Monique, *Le Socialisme libéral. Une anthologie. Europe-États-Unis*, Esprit, 2003.

CHAMBARLHAC, Vincent, DURY, Maxime, HOHL, Thierry, MALOIS, Jean, *Histoire documentaire du Parti socialiste*, t. I : *L'Entreprise socialiste, 1905-1920* ; t. II : *La Maison socialiste, 1921-1940* ; t. III : *Les Centres socialistes, 1940-1969* ; t. IV : *La France socialiste, 1969-2005*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005-2006.

HOHL, Thierry (éd.), *Les Socialistes français et l'Europe. Documents et analyses*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008.

MAITRON, *Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier, mouvement social (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne et Irlande)* ; <https://maitron.fr>

PAPAIOANNOU, Kostas (éd.), *Marx et les marxistes*, Flammarion, coll. Champs, 1989.

#### ÉTUDES SPÉCIFIQUES

ALAYRAC, Pierre, *L'Internationale au milieu du gué. De L'internationalisme socialiste au congrès de Londres (1896)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

ANGENOT, Marc, *La Propagande socialiste. Six essais d'analyse du discours*, Montréal, Balzac, 1997.

BECKER, Jean-Jacques, « La II<sup>e</sup> Internationale et la guerre », in *Les Internationales et le problème de la guerre au XX<sup>e</sup> siècle*, [Actes du colloque de Rome \(22-24 novembre 1984\)](#), Rome, École française de Rome, 1987, p. 9-25.

BERGOUNIOUX, Alain, GRUNBERG, Gérard, *L'Ambition et le Remords. Les socialistes français et le pouvoir, 1905-2005*, Fayard, 2007.

BERMAN, Sheri, *The Primacy of Politics. Social Democracy and the Making of Europe's Twentieth Century*, Cambridge/New York/Melbourne, Cambridge University Press, 2006.

BLASZKIEWICZ-MAISON, Adeline, *Albert Thomas. Le socialisme en guerre, 1914-1918*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

BROUÉ, Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste*, Fayard, 1997.

- BROUÉ, Pierre, *Rakovsky ou la Révolution dans tous les pays*, Fayard, 1996.
- CANDAR, Gilles, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Armand Colin, 2018.
- CANDAR, Gilles, DUCLERT, Vincent, *Jean Jaurès*, Fayard, 2014.
- CASTAGNEZ, Noëlline, CÉPÈDE Frédéric, MORIN, Gilles, OLLIVIER, Anne-Laure (dir.), *Les Socialistes français à l'heure de la Libération. Perspectives française et européenne, 1943-1947*, L'OURS, 2016.
- CIREFICE, Virgile, « *L'espoir quotidien* ». *Cultures et imaginaires socialistes en France et en Italie (1944-1949)*, Rome, École française de Rome, 2022.
- DEFFARGES, Anne, *La Social-Démocratie sous Bismarck. Histoire d'un mouvement qui changea l'Allemagne*, L'Harmattan, 2013.
- DE GRAAF, Jan, *Socialism across the Iron Curtain. Socialist Parties in East and West and the Reconstruction of Europe after 1945*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2019.
- DELORME, Olivier, *La Grèce et les Balkans. Du V<sup>e</sup> siècle à nos jours*, trois volumes, Gallimard, coll. Folio histoire, 2013.
- DELWIT, Pascal (dir.), *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004.
- DELWIT, Pascal, *Les Partis socialistes et l'intégration européenne. France, Grande-Bretagne, Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1995.
- DOGLIANI, Patrizia, *Le Socialisme municipal. En France et en Europe. De la Commune à la Grande Guerre*, Nancy, L'Arbre

- bleu, 2018.
- DUCANGE, Jean-Numa, *Quand la gauche pensait la nation. Nationalités et socialismes à la Belle Époque*, Fayard, 2021.
- DUCANGE, Jean-Numa, *Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?*, Armand Colin, 2017.
- DUCOULOMBIER, Romain, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Perrin, 2010. (a)
- DUCOULOMBIER, Romain (dir.), *Les Socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expériences, 1914-1918*, L'Harmattan, Fondation Jean Jaurès, 2010. (b)
- ESCALONA, Fabien, *La Reconversion partisane de la social-démocratie européenne. Du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché*, Dalloz, 2018.
- GARCÍA, Hugo, YUSTA, Mercedes, TABET, Xavier, CLÍMACO, Cristina, *Rethinking Antifascism. History, Memory and Politics, 1922 to the Present*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2016.
- GOUGEON, Jacques-Pierre, *La Social-Démocratie allemande, 1830-1996. De la révolution au réformisme*, Aubier, 1996.
- GUIDONI, Pierre, VERDIER, Robert (dir.), *Les Socialistes en Résistance (1940-1944). Combats et débats*, Actes de la journée du 15 mai 1998 organisée par l'Office universitaire de recherche socialiste et la Société des amis de Léon Blum, Seli Arslan, 1999.
- HARRIS, José, *William Beveridge. A Biography*, Oxford, Clarendon Press, 1997.
- HAUPT, Georges, *Le Congrès manqué. L'Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale*, François Maspero, 1965.

- HORN, Gerd-Rainer, *European Socialists Respond to Fascism. Ideology, Activism and Contingency in the 1930s*, Oxford, Oxford University Press, 1996.
- JOUSSE, Emmanuel, *Les Hommes révoltés. Les origines intellectuelles du socialisme réformiste en France*, Fayard, 2017.
- JOUSSE, Emmanuel, *Réviser le marxisme ? D'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, L'Harmattan, coll. Des poings et des roses, 2007.
- MARCOBELLI, Elisa, *L'Internationalisme à l'épreuve des crises. La II<sup>e</sup> Internationale et les socialistes français, allemands et italiens (1889-1915)*, Nancy, L'Arbre bleu, 2019.
- MARTÍ BATALLER, Aurelio (coord.), *Proletarios de todos los países. Socialismo, clase y nación en Europa y España (1880-1940)*, [Albolote](#) ([Grenade](#)), [Editorial Comares](#), 2019.
- MATTERA, Paolo, *L'Ombre de la guerre froide. Socialistes italiens, Internationale socialiste et États-Unis (1945-1966)*, L'Harmattan, 2017.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Willy Brandt*, Fayard, 2013.
- MILANI, Tommaso, *Hendrik De Man and Social Democracy. The Idea of Planning in Western Europe, 1914-1940*, Cham, Palgrave Macmillan, 2020.
- MONOT, Mathieu, *Socialistes et démocrates-chrétiens et la politisation de l'Europe*, L'Harmattan, 2010.
- PASTEUR, Paul, *Pratiques politiques et militantes de la social-démocratie autrichienne, 1888-1934*, Belin, 2003.
- REBÉRIOUX, Madeleine, *Pour que vive l'histoire. Écrits*, Belin, 2017.

STEIER, Elisa, *La Genèse de la gauche plurielle, 1993-1997*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021.

VERGNON, Gilles, *Le « Modèle » suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

VERGNON, Gilles, *L'Antifascisme en France. De Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

VERGNON, Gilles, « “Le poing levé”, du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *Le Mouvement social*, vol. 3, n° 212, juillet-septembre 2005, p. 77-91.

## Notes

### AVANT-PROPOS

1. Sylvie Kauffmann, « 1989-2019 : la social-démocratie, continent englouti », *Le Monde*, 16 novembre 2019.
2. Jean d'Ormesson, « Hollande tombe dans les pièges qu'il a lui-même tendus », *Le Figaro*, 2 avril 2016.
3. Gorce, 2011, p. 9.
4. En particulier les revues *20&21* et *Le Débat*, et les publications de la Fondation Jean Jaurès et de l'OURS.

### INTRODUCTION

1. Werner Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?* [1906], Pierre Weiss (trad.), PUF, 1992 ; *Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ?*, Jean Heffer, Janine Rovet (éd.), EHESS, 1987.
2. Françoise Blum, Héloïse Kiriakou, Martin Mourre, Maria-Benedita Basto, Pierre Guidi, Céline Pauthier, Ophélie Rillon, Alexis Roy, Elena Vezzadini (dir.), *Socialisme en Afrique / Socialism in Africa*, Maison des sciences de l'homme, 2021.
3. Halévy [1948], 2006, p. 22.
4. Durkheim [1928], 2011, p. 49.
5. Halévy [1948], 2006, p. 22.
6. Politique visant à réduire l'ampleur des fluctuations économiques par l'intervention publique.
7. C'est l'approche de Ducange, Keucheyan, Roza (2021) et Van der Linden (2022).

8. Halévy [1948], 2006, p. 371.
9. Fabrice Bensimon, Quentin Deluermoz, Jeanne Moisand (dir.), « *Arise Ye Wreched of the Earth.* » *The First International in a Global Perspective*, « Studies in Global Social History », vol. 29, Londres, Brill, 2018.
10. Droz, 1972-1978, t. I (1972), troisième partie, conclusion : « Socialisme et mouvement ouvrier en 1875 », p. 635-638.
11. Bergounioux, Manin, 1989 ; Moschonas, 1994.
12. Droz, 1972-1978.
13. Dreyfus, 1992 ; Bergounioux, Grunberg, 1995 ; Lazar, 1996 ; Sassoon, 1996 ; Gorce, 2011 ; Conord, 2012 ; Delwit, 2021.

## I

### LE TEMPS DES PARTIS

1. Voir infra, ici.
2. Marx, Engels, 1972.
3. Droz, 1972-1978, t. II (1974), première partie, chapitre 3 : « Les partis socialistes de type allemand avant la Première Guerre mondiale », p. 115-134.
4. Daniel Lindenberg, *Le Marxisme introuvable*, Calmann-Lévy, 1975 ; Jacqueline Cahen, « Les premiers éditeurs de Marx et Engels en France (1880-1901) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 114, janvier-mars 2011, p. 20-37.
5. François Gaudin, *Traduire Le Capital ? Une correspondance inédite entre Karl Marx, Friedrich Engels et l'éditeur Maurice La Châtre*, Mont-Saint-Aignan, PURH, 2019.
6. Vincent Chambarlhac, « L'orthodoxie marxiste de la SFIO : à propos d'une fausse évidence (1905-1914) », *Cahiers d'histoire, op. cit.*, p. 39-50.
7. *Ibid.*
8. Concernant le mouvement hervéiste, voir infra, ici.
9. Jousse, 2007, p. 63.
10. Popp, 2016, p. 88.
11. Jean Longuet, « Le mouvement socialiste international », in Adéodat Compère-Morel (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, Quillet, p. 6.
12. Suzanne Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Seuil, 2003.
13. Emmanuel Jousse, « Une histoire de l'Internationale », 1914. *L'Internationale et les internationalismes face à la guerre. Cahiers Jean Jaurès*, n° 212-213, avril-

septembre 2014, p. 11-26.

14. En 1896 à Londres, 1900 à 1904 à Amsterdam, 1907 à Stuttgart, 1910 à Copenhague, 1912 à Bâle. Un congrès était prévu à Vienne du 23 au 28 août 1914.

15. Alayrac, 2018.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.* ; Georges Haupt, « Groupes dirigeants internationaux du mouvement ouvrier », in *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Éditions ouvrières, 1976, p. 127-144.

18. « Le parti modèle : la social-démocratie allemande et la II<sup>e</sup> Internationale », in Kriegel, 1973, p. 247-276.

19. De Man, 1941, p. 71.

20. *Goldenes Buch zum 70. Geburtstag August Bebel 1910*, en ligne sur [de.wikisource.org](http://de.wikisource.org).

21. Alois Schumacher, *La Social-démocratie allemande et la III<sup>e</sup> République. Le regard de la revue Die Neue Zeit, 1883-1914*, CNRS Éditions, 1998.

22. Kriegel, 1973, p. 253.

23. Sonia Dayan-Herzbrun, *L'Invention du parti ouvrier. Aux origines de la social-démocratie (1848-1864)*, L'Harmattan, 1990.

24. Deffarges, 2013, p. 43-53.

25. *Ibid.*, p. 128-133.

26. Lars T. Lih, *Lenin Rediscovered. What Is to Be Done ? In Context*, Chicago, Haymarket Books, 2008.

27. Marx, Engels, 1972, p. 149-154.

28. Sassoon, 1996.

29. Droz, 1972-1978, t. II (1974), première partie, chapitre premier : « La social-démocratie allemande (1875-1914) », p. 19-76.

30. Heinrich August Winkler, *Histoire de l'Allemagne. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle. Le long chemin vers l'Occident*, Odile Demange (trad.), Fayard, 2005, p. 252.

31. Dogliani, 2018, p. 112.

32. Le Parti ouvrier, puis Parti ouvrier français de Jules Guesde (1879), la Fédération des travailleurs socialistes de Paul Brousse, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane, le Comité révolutionnaire central d'Édouard Vaillant, et les « socialistes indépendants » Aristide Briand, Jean Jaurès, Alexandre Millerand, René Viviani.

33. Ducange, 2017, p. 13-23.

34. Prospectus de présentation de *L'Égalité*, in Félix Gay, *Paul Brousse. Un itinéraire dans le socialisme, 1869-1912*, mémoire d'histoire contemporaine sous la direction de Gilles Vergnon, Sciences Po Lyon, 2014, p. 26.

35. *Ibid.*

36. Paul Brousse, *Le Marxisme dans l'Internationale*, Aux bureaux du journal *Le Prolétaire*, 1882, p. 60-61.

37. Candar, 2018.

38. *Ibid.*, p. 40-41.

39. Jean-Pierre Rioux, *Jean Jaurès*, Perrin, coll. Tempus, 2008, p. 65.

40. Groupe parlementaire commun en 1893, tentative d'unification au congrès de Japy (1899), unification des indépendants et des possibilistes dans le Parti socialiste français (1902), des autres (blanquistes, guesdistes) dans le Parti socialiste de France (1903).

41. Lévy [1933], 2003, p. 20.

42. Alain Bergounioux, « Autour de 1905 : les caractères originaux du socialisme français », *L'OURS/Recherche socialiste*, n° 31-32, juin-décembre 2005, p. 9-16 ; Rocard, 2003, p. 340-341.

43. Michel Dreyfus, *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme 1852-1967*, Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, 2001.

44. Alain Bergounioux, « Autour de 1905... », art. cité.

45. Michel Dreyfus, *Liberté, égalité, mutualité, op. cit.*, p. 80-81.

46. Bergounioux, 2008, p. 30.

47. *Ibid.*, p. 37-43.

48. *Ibid.*, p. 44-48.

49. Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière. Études sur le syndicalisme d'action directe*, Gallimard/Seuil, coll. Hautes études, 1988.

50. *Ibid.*, p. 218-219.

51. Nicolas Roussellier, *La Force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Gallimard, coll. NRF Essais, 2015, p. 136-137.

52. Félix Gay, *Paul Brousse, op. cit.*, p. 111-112.

53. L'odonymie étudie les noms portés par les voies de communication (avenues, rues, places).

54. Rémi Lefebvre, *Le Socialisme saisi par l'institution municipale. Des années 1880 aux années 1980 : jeux d'échelle*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Frédéric Sawicki, Université de Lille, 2001.

55. Rémi Lefebvre, « Le socialisme saisi par l'institution municipale. Jalons pour une histoire délaissée », *L'OURS/Recherche socialiste*, n° 6, mars 1999, p. 9-26.
56. Gérard Grunberg, « Existe-t-il un socialisme d'Europe du Sud ? », *in* Lazar, 1996, p. 476-511.
57. Paul Guichonnet, « Le socialisme italien des origines à 1914 », *in* Droz, 1972-1978, t. II (1974), première partie, chapitre 5, p. 237-279.
58. Dogliani, 2018, p. 167-168.
59. Yannick Marec (dir.), *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines, fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle*, Grâne, Créaphis, 2005.
60. Paul Guichonnet, « Le socialisme italien des origines à 1914 », art. cité, p. 275.
61. Yves Léonard, *Histoire du Portugal contemporain. De 1890 à nos jours*, Chandeigne, 2018, p. 48-53.
62. Sassoon, 1996, p. 15.
63. François Bédarida, *L'Angleterre triomphante, 1832-1914*, Hatier, 1978, p. 48.
64. François Bédarida, « Le socialisme en Grande-Bretagne », *in* Droz, 1972-1978, t. II (1974), première partie, chapitre 9, p. 347-404.
65. *Ibid.*
66. The Fabian Society, *A Manifesto* (1884), en ligne sur [digital.library.lse.ac.uk](http://digital.library.lse.ac.uk).
67. The Fabian Society, « Fabian Tract 70. Reports of Fabian Policy and Resolutions Presented by the Fabian Society », *ibid.*
68. François Bédarida, « Le socialisme en Grande-Bretagne », art. cité.
69. Bergounioux, Manin, 1989, p. 18.
70. Madeleine Rebérioux, « Le socialisme belge de 1875 à 1914 », *in* Droz, 1972-1978, t. II (1974), première partie, chapitre 7, p. 321-331.
71. Delorme, 2013.
72. Roger Portal, « Le socialisme dans les pays balkaniques », *in* Droz, 1972-1978, t. II (1974), première partie, chapitre 11, p. 447-458.
73. Traian Sandu, *Histoire de la Roumanie*, Perrin, 2008, p. 165.
74. Broué, 1996, p. 17.
75. Delorme, vol. 2, 2013, p. 732-733.
76. Broué, 1996, p. 101.
77. Pas de synthèse en français depuis Roger Portal, « Le socialisme russe jusqu'à la révolution de 1917 », *in* Droz, 1972-1978, t. II (1974), première partie, chapitre 10, p. 399-449.

78. Claudio Sergio Ingerflom, *Le Citoyen impossible. Les racines russes du léninisme*, Payot, 1988, et Tamara Kondratieva, *Bolcheviks et jacobins. Itinéraire des analogies*, Payot, 1989.

## *Index*

- ADLER, Friedrich [460](#)  
ADLER, Victor [460](#)  
ALBARDA, Johan Willem [460](#)  
ALI, Mohamed [46](#)  
ASQUITH, Herbert Henry [44](#)  
ATTLEE, Clement [460](#), [473](#), [475](#)  
AURIOL, Vincent [460](#), [477](#)
- BAKOUNINE, Mikhaïl [15](#), [23](#)  
BAUER, Otto [460](#)  
BEBEL, August [25](#), [28](#), [30](#), [460](#)  
BÉRÉGOVOY, Pierre [477](#)  
BERGOUNIOUX, Alain [37](#)  
BERNSTEIN, Eduard [31](#), [460](#)  
BÉTOULLE, Léon [41](#)  
BEVERIDGE, William [44](#), [460](#)  
BISMARCK, Otto, Fürst von [29-30](#)  
BISSOLATI, Leonida [460](#)  
BLAIR, Tony [460](#)  
BLANC, Louis [35](#)  
BLUM, Léon [12](#), [460](#), [471](#), [473](#), [477](#)  
BONOMI, Ivanoe [461](#)  
BRANDT, Willy [12](#), [461](#), [475](#)  
BRANTING, Hjalmar [461](#), [471](#)  
BRATTELI, Trygve [475](#)  
BRIAND, Aristide [40](#), [461](#)  
BROUSSE, Paul [36](#), [38](#), [461](#)  
BRUNDTLAND, Gro Harlem [462](#)  
BUHL, Vilhelm [461](#), [473](#)
- CALLAGHAN, James [461](#), [475](#)  
CAMPBELL-BANNERMANN, Henry [44](#)

CARETTE, Henri [41](#)  
CEAUȘESCU, Nicolae [12](#)  
CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre [461](#)  
COSTA, António [461](#)  
CRAXI, Bettino [461](#), [477](#)  
CROSLAND, Anthony [461](#)

D'ALEMA, Massimo [461](#)  
DAVID, Eduard [461](#)  
DÉAT, Marcel [461](#)  
DE MAN, Henri [27-28](#), [461](#)  
DREES, Willem [473](#)  
DROZ, Jacques [17](#)  
DUBČEK, Alexandre [462](#)  
DURKHEIM, Émile [14](#)

EBERT, Friedrich [12](#), [462](#), [471](#)  
ENGELS, Friedrich [23-25](#), [29](#), [31](#), [33](#)  
ERLANDER, Tage [462](#), [475](#)

FABIUS, Laurent [477](#)  
FREDERIKSEN, Mette [462](#)

GAITSKELL, Hugh [462](#)  
GERHARDSSEN, Einar [473](#), [475](#)  
GIOLITTI, Giovanni [43](#)  
GLADSTONE, William Ewart [44](#)  
GONZÁLEZ, Felipe [462](#), [477](#)  
GUESDE, Jules [24](#), [35](#), [46](#), [462](#)

GUILLAUME I<sup>er</sup> (empereur d'Allemagne, roi de Prusse) [30](#)  
GUILLAUME II (empereur d'Allemagne, roi de Prusse) [29](#), [31](#)  
GUTERRES, António [477](#)

HAASE, Hugo [462](#)  
HALÉVY, Élie [14](#)  
HANSEN, Hans-Christian [475](#)  
HANSSON, Per Albin [462](#), [471](#), [473](#)  
HARDIE, James Keir [47-48](#), [462](#)  
HEDTOFT, Hans [475](#)  
HENDERSON, Arthur [462](#)  
HERVÉ, Gustave [462](#)  
HILFERDING, Rudolf [462](#)  
HOLLANDE, François [462](#)  
HORNSRUD, Christopher [471](#)  
HORTA, Victor [27](#)  
HUGO, Victor [13](#), [35-36](#)  
HUYSMANS, Camille [27](#), [473](#)

HYNDMAN, Henry Mayers [45-46](#), [462](#)

IGLESIAS POSSE, Pablo [462](#)

JAURÈS, Jean [12](#), [36](#), [40](#), [463](#)

JØRGENSEN, Anker [475](#)

JOSPIN, Lionel [463](#)

KAMPMANN, Viggo [475](#)

KAUTSKY, Karl [24](#), [29](#), [31](#), [463](#)

KRAG, Jens-Otto [475](#)

KREISKY, Bruno [475](#)

KRIEGEL, Annie [28](#)

LA CHÂTRE, Maurice [24](#)

LAFARGUE, Paul [25](#), [463](#)

LAFONTAINE, Oskar [463](#)

LANSBURY, George [46](#)

LARGO CABALLERO, Francisco [463](#), [471](#)

LASSALLE, Ferdinand [23](#), [25](#), [30](#), [463](#)

LEBAS, Jean-Baptiste [41-42](#)

LÉNINE (Vladimir Ilitch Oulianov, *dit*) [16](#), [52-53](#), [463](#)

LÉVY, Louis [36](#)

LIEBKNECHT, Karl [27](#), [463](#)

LIEBKNECHT, Wilhelm [26](#), [30](#), [463](#)

LLOYD GEORGE, David [44](#)

LONGUET, Jean [26](#), [463](#)

LUXEMBURG, Rosa [463](#)

MACDONALD, Ramsay [46](#), [48](#), [463](#), [471](#)

MALON, Benoît [24](#)

MARX, Eleanor [46](#)

MARX, Karl [15](#), [23-25](#), [29-31](#), [46](#), [463](#)

MATTEOTTI, Giacomo [12](#), [463](#)

MAUROY, Pierre [463](#), [477](#)

MICHEL, Louise [38](#)

MILLERAND, Alexandre [463](#)

MILL, John Stuart [44](#)

MITTERRAND, François [463](#), [477](#)

MOLLET, Guy [464](#), [477](#)

MORRIS, William [46](#)

MOSLEY, Oswald [464](#)

MÜLLER, Hermann [464](#), [471](#)

MYRDAL, Alva [464](#)

MYRDAL, Gunnar [464](#)

NAPOLÉON III (président puis empereur des Français) [30](#), [38](#)

NEGRÍN, Juan [471](#)

NEHRU, Jawaharlal [46](#)  
NENNI, Pietro [464](#)  
NORDLI, Odvar [475](#)  
NYGAARDSVOLD, Johan [464](#), [471](#)

OLLENHAUER, Erich [464](#)

PALME, Olof [464](#), [475](#)  
PALMERSTON, Henry John Temple, lord [44](#)  
PANKHURST, Emmeline [464](#)  
PAPANDRÉOU, Andréas [464](#), [477](#)  
PAPANDRÉOU, Giórgos [464](#)  
PAŠIĆ, Nikola [50](#)  
PELLETIER, Madeleine [464](#)  
PERSSON, Göran [464](#)  
PERTINI, Sandro [464](#), [477](#)  
PIŁSUDSKI, Józef [464](#)  
PIVERT, Marceau [464](#)  
PLEKHANOV, Gueorgui [51](#), [53](#)  
POPP, Adelheid [25](#)  
PRESSENSÉ, Francis de [464](#)  
PROUDHON, Pierre-Joseph [23](#), [35-36](#)

RAKOVSKI, Kristian [50-51](#), [464](#)  
RAMADIER, Paul [473](#), [477](#)  
RENNER, Karl [465](#), [471](#), [473](#)  
ROCARD, Michel [37](#), [465](#), [477](#)

SÁNCHEZ, Pedro [465](#)  
SARAGAT, Giuseppe [465](#), [477](#)  
SASSOON, Donald [33](#)  
SAVARY, Alain [39](#)  
SCHEIDEMANN, Philipp [465](#), [471](#)  
SCHILLER, Karl [465](#)  
SCHMIDT, Helmut [475](#)  
SCHRÖDER, Gerhard [465](#)  
SCHUMACHER, Kurt [465](#)  
SHAW, George Bernard [46](#)  
SIMÍTIS, Kóstas [465](#), [477](#)  
SOARES, Mário [465](#), [477](#)  
SÓCRATES, José [465](#)  
SPAACK, Paul-Henri [465](#), [471](#), [473](#)  
STALINE, Joseph [12](#)  
STAUNING, Thorvald [465](#), [471](#)

TANNER, Väinö [471](#)  
TARNOW, Fritz [465](#)

THEODORÁKIS, Míkis [9](#)  
THOMAS, Albert [465](#)  
TORP, Oscar [475](#)  
TROTSKI, Léon [51](#), [465](#)  
TURATI, Filippo [465](#)  
TUSAR, Vlastimil [465](#), [471](#)

VAILLANT, Édouard [36](#), [38](#), [466](#)  
VAN ACKER, Achille [473](#)  
VANDERVELDE, Émile [466](#)  
VAN KOL, Hubertus [466](#)  
VARLIN, Eugène [38](#)  
VENIZÉLOS, Elefthérios [49](#)  
VIVIANI, René [466](#)

WALDECK-ROUSSEAU, Pierre [38](#)  
WEBB, Beatrice [46](#), [466](#)  
WEBB, Sidney [46](#), [466](#)  
WEBER, Henri [466](#)  
WEHNER, Herbert [466](#)  
WILSON, Harold [466](#), [475](#)

ZAPATERO, José Luis Rodríguez [466](#)  
ZASSOULITCH, Véra [51](#)  
ZETKIN, Clara [27](#), [466](#)

Ouvrage édité sous la direction de Martine Allaire.

© Éditions Gallimard, 2024.

*Couverture : Affiche de propagande électorale de Suïj pour le parti socialiste S.F.I.O. au moment des élections pour l'Assemblée constituante, 1945. D'après photo © Photo12, D.R.*

Éditions Gallimard  
5 rue Gaston-Gallimard  
75328 Paris  
<http://www.gallimard.fr>

## DU MÊME AUTEUR

- LES GAUCHES EUROPÉENNES APRÈS LA VICTOIRE NAZIE. ENTRE PLANISME ET UNITÉ D'ACTION (1933-1934), L'Harmattan, 1997.
- LE VERCORS. HISTOIRE ET MÉMOIRE D'UN MAQUIS, Éditions de l'Atelier, 2002 (prix Philippe Vianney 2002).
- L'ANTIFASCISME EN FRANCE. DE MUSSOLINI À LE PEN, Presses universitaires de Rennes, 2009.
- RÉSISTANCE DANS LE VERCORS. HISTOIRE ET LIEUX DE MÉMOIRES, Glénat, 2012.
- EUGÈNE CHAVANT. DU « POILU » AU CHEF DE MAQUIS, Musée de la Résistance et de la déportation de l'Isère, « Parcours de résistants », 2014.
- LE MODÈLE SUÉDOIS. LES GAUCHES FRANÇAISES ET L'IMPOSSIBLE SOCIAL-DÉMOCRATIE, Presses universitaires de Rennes, 2015.
- UN ENFANT EST LYNCHÉ. L'AFFAIRE GIGNOUX, 1937. VIOLENCE ET POLITIQUE DANS LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE, Presses universitaires de France, 2018.

### *Direction d'ouvrages collectifs*

- « LES ASSOCIATIONS D'ANCIENS RÉSISTANTS ET LA FABRIQUE DE LA MÉMOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE », *Cahiers du CEHD*, Ministère de la Défense, 28, 2006. Avec Michèle Battesti.
- LAURENT BONNEVAY. LE CENTRISME, LES DÉPARTEMENTS, LA POLITIQUE, Lyon, Stéphane Bachès, 2009. Avec Bruno Benoit.
- HISTOIRE POLITIQUE DE LA FRANCE DEPUIS 1940 : MÉTHODE ET PRATIQUE, Ellipses, 2009. Avec Michel Boyer et Bruno Benoit.
- À CHACUN SON MAI ? LE TOUR DES FRANCE DE MAI-JUIN 1968, Presses universitaires de Rennes, 2011. Avec Bruno Benoit, Christian Chevandier, Gilles Morin et Gilles Richard.
- LE SYNDROME DE 1940 : UN TROU NOIR MÉMORIEL ?, Riveneuve, 2015. Avec Yves Santamaria.
- POLITIQUE, GUERRES ET SOCIÉTÉ. PAS D'HISTOIRE SANS ARCHIVES. MÉLANGES « SECRET DÉFENSE » OFFERTS À GILLES MORIN, L'Arbre bleu, 2020. Avec Noëlline Castagnez, Frédéric Cépède, Fabien Conord et Pascale Goetschel.
- LOIN DES FRONTS ? COMMÉMORATIONS EN ACTIONS, Libel, 2020, avec Philippe Hanus et le réseau Memorha.

LES NAPOLÉON EN RÉPUBLIQUES (1870-2022). POLITIQUE ET MÉMOIRE,  
La Baume rousse, 2022. Avec Fabien Conord et Jean-Philippe Rey.

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

## PREMIÈRE PARTIE PRÉPARER, ATTENDRE, DÉBATTRE DE LA RÉVOLUTION LE TEMPS DE L'INTERNATIONALE

CHAPITRE I. *Le temps des partis*

1875-1906, la création des partis nationaux et de l'internationale socialiste

Le SPD, « Parti modèle » et ses épigones

*Genèse et développement du parti*

Naissances tardives ? SFIO et Labour Party

*Les dilemmes du socialisme français*

*Synthèse jaurésienne et socialisme municipal*

*Le Labour Party, une physionomie singulière*

Russie et Balkans : un socialisme d'exilés

## APPENDICES

*Remerciements*

*Table des sigles*

*Notices biographiques*

*Tableau I. Les partis socialistes en 1914*

*Tableau II. Résultats électoraux des partis socialistes avant 1914*

*Tableau III. Les socialistes au gouvernement (1918-1940)*

*Tableau IV. Les scrutins de la Libération*

*Tableau V. Apogée des social-démocraties*

*Tableau VI. Les partis socialistes d'Europe d3u Sud*

*Bibliographie indicative*

*Notes*

## *Index*

Gilles Vergnon

## Changer la vie ?

### Le temps du socialisme en Europe de 1875 à nos jours

Le mouvement socialiste plonge ses racines dans les idées révolutionnaires internationalistes du XIX<sup>e</sup> siècle, se développe dans les pays industrialisés d'Europe au long du XX<sup>e</sup> et façonne le visage politique, social et culturel du Vieux Continent – à la différence de son « frère ennemi », le communisme, qui se déploie dans le même temps à l'échelle mondiale.

Gilles Vergnon élargit la focale au-delà de la France, met l'accent sur les temps forts du socialisme européen, ses combats, ses principales figures, ses controverses et ses échecs. Il suit son accommodation progressive aux contraintes de l'exercice gouvernemental et ses transformations au contact du réel.

Tout à la fois idée, formalisée en doctrine, tendance partisane et culture politique le socialisme semble affaibli cent cinquante ans après son émergence, et traverse dans certains pays une crise identitaire majeure. Il n'en reste pas moins un mouvement omniprésent et un acteur essentiel de la scène politique et sociale européenne.

Cette édition électronique du livre  
*Changer la vie ?* de Gilles Vergnon  
a été réalisée le 15 mai 2024 par les Éditions Gallimard.  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782073016690 - Numéro d'édition : 559654).  
Code produit : U53223 - ISBN : 9782073016720.  
Numéro d'édition : 559657.

*Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo*